
Les tables rondes de la Fondation Jean-Jaurès

La Fondation Jean-Jaurès, présidée par Pierre MAUROY, a montré une nouvelle fois, à travers le haut niveau de participation et d'intérêt de nos partenaires étrangers, la capacité de mettre en place la quatrième table ronde internationale sur un sujet aussi délicat que: la drogue. une approche globale pour une réponse efficace.

La tenue de ces tables rondes internationales répond toujours aux mêmes exigences. Dès l'origine, ces rendez-vous annuels ont été créé, comme des "anti-colloques", avec la volonté de concevoir un espace discret où mener une réflexion sérieuse sans médiatisation, ni précipitation. Ils permettent à des responsables politiques, intellectuels, syndicaux, hauts fonctionnaires de se rencontrer, dans un espace de dialogue ouvert, sans contrainte disciplinaire, afin de réfléchir ensemble aux problèmes nouveaux que nos sociétés connaissent à l'aube du XXI^{ème} siècle.

En 1997, la Fondation Jean-Jaurès a souhaité organiser, avec la Fondation espagnole Pablo Iglesias, une table ronde sur l'efficacité des stratégies internationales

actuelles en matière de lutte contre la drogue dans le monde.

Egalement soutenu par les fondations allemande (Friedrich Ebert Stiftung) et autrichienne (Karl Renner Institut), ainsi que par le groupe socialiste du Parlement Européen, ce groupe de travail était composé d'universitaires, de chercheurs et d'experts sociaux-démocrates d'Europe, d'Amérique Latine et des Etats-Unis.

De nombreux pays sont à la fois producteurs et consommateurs, c'est pourquoi l'objectif de ce "rendez-vous" était d'aboutir à un échange de points de vue afin de connaître et d'approfondir les différentes propositions de politiques alternatives.

La Table-Ronde Internationale 1997 vise une discussion libre et pragmatique sur les possibilités de mise en oeuvre de politique de contrôle, de maîtrise de la drogue et de limitation de ses méfaits avec des objectifs clairs de santé publique.

Cette réunion fermée ayant duré deux jours, nous avons pris le parti de reproduire la synthèse des principales interventions. ❖

La Fondation Jean-Jaurès remercie Claudette Bardou et François Rebsamen pour la réécriture des interventions; Vera Matthias pour la conception et l'organisation du séminaire; l'Observatoire géopolitique des drogues pour sa participation et ses conseils. La Fondation exprime sa gratitude à l'ensemble des personnes qui ont participé, de près ou de loin, à la réalisation de la quatrième table ronde internationale et de la présente note.

La drogue :

UNE APPROCHE GLOBALE POUR UNE RÉPONSE EFFICACE

Table ronde internationale

N° 7 - février 1998



Exposé introductif

Pierre MAUROY

Si nous avons choisi cette forme de réunion de préférence à un colloque élargi, c'est parce que nous pensons que cela favorisera une discussion franche et ouverte, une confrontation d'idées et d'expériences pour analyser les réponses à apporter au problème mondial de la drogue. "Guerre à la drogue", tel est le mot d'ordre le plus couramment utilisé pour traduire la volonté des gouvernements et des responsables politiques de lutter contre la production, le trafic, la vente et la consommation de drogue à travers le monde. Derrière les mots se cache une réalité qui fait apparaître un profond décalage entre les intentions affichées et les effets réels des politiques menées.

Sans entrer dans les détails chiffrés, mais pour situer l'ampleur du problème en France, il faut savoir que le nombre d'interpellations pour usage de stupéfiants est passé de trois mille en 1975 à plus de cinquante mille en 1994. Même si l'on tient compte du fait que cet indicateur traduit aussi, dans notre pays, l'activité des services de police, de gendarmerie et des douanes, il sert néanmoins de révélateur et démontre, si besoin en est, que la consommation de drogue s'est désormais installée en

France mais aussi dans toute l'Europe. L'évolution du nombre de décès par surdose portés à la connaissance des services de police et de gendarmerie est également significative: 35 en 1976, 564 en 1994. Dans 90 % des cas, le produit susceptible d'avoir provoqué la mort était l'héroïne. Ainsi, malgré les déclarations volontaristes des gouvernants, apparaissent au grand jour les limites des stratégies actuelles de contrôle de la drogue dans le monde. En effet, la production illicite de cannabis, d'opium, de coca et de drogues synthétiques atteint des sommets historiques. Les marchés illégaux de produits "raffinés" génèrent des dizaines de millions de dollars de bénéfices, "emploient" des milliers de personnes et enrichissent, de plus en plus, les organisations criminelles.

Des dizaines de gouvernements sont perméables à la corruption qui y est associée. Saisies de drogue, arrestations et incarcérations ont beau se multiplier, les doutes sur l'efficacité de la politique officielle de guerre contre la drogue grandissent sans cesse. Le régime général de prohibition globale de la drogue qui sert de politique unique à travers le monde a résisté, à ce jour, avec succès, à tout examen critique, sans doute en raison des tabous qui pèsent sur ce sujet. Les termes d'un débat franc et ouvert sur des stratégies alternatives sont rarement posés au niveau des gouvernements voire au niveau international.

Les politiques de lutte contre la drogue continuent d'être basées sur le "mythe" de la réussite de méthodes de plus en plus répressives allant de pair avec une coopération internationale renforcée. Le temps semble venu de dresser un bilan objectif et critique des

politiques conduites et des postulats qui les fondent; c'est à cette tâche que nous pourrions nous atteler. Si nous avons cet échange d'idées, c'est aussi pour tenter de proposer une nouvelle approche sur ce sujet, à partir du constat que je viens de faire. En effet, trop de rencontres internationales s'ouvrent sur l'examen des efforts de limitation de l'offre des pays consommateurs. Comme de nombreux pays sont, tout à la fois, consommateurs et producteurs, l'échange des différents points de vue doit permettre d'approfondir les connaissances.

Très concrètement, notre objectif est d'analyser la possibilité de mise en oeuvre de politiques alternatives de contrôle de la drogue et de limitation de ses méfaits, la connaissance scientifique et des objectifs de santé publique trop souvent oubliés. En 1993, déjà, le Secrétaire général d'Interpol avait lancé un appel aux Etats pour qu'ils modifient leur stratégie de lutte contre la drogue en renforçant les méthodes et les moyens de la prévention au lieu de privilégier la seule répression qui fonctionne un peu comme "un tonneau des Danaïdes".

Le but, disait-il, est de casser la demande. Cette proposition a-t-elle été entendue, les moyens financiers adéquats ont-ils été dégagés, cette nouvelle stratégie est-elle réaliste et réalisable, voilà des questions parmi d'autres auxquelles nous allons tenter de répondre durant cette table ronde. ❖

I. Une approche politique

Repenser la stratégie internationale

**RAYMOND
E. KENDALL,
Secrétaire général
INTERPOL.**

L'absence de dialogue entre les professionnels et les politiques empêche la mise en oeuvre de toute action cohérente. Pourtant, la production et la consommation de drogue augmentent. Face à ce danger, il convient de réagir avec pragmatisme.

La drogue est un problème international. On ne peut donc l'aborder par une série d'actions au niveau national, pour deux raisons: tout d'abord, les institutions politiques sont perturbées par les efforts de subversion du crime organisé, qui ne sont pas dissociables du trafic de la drogue; en second lieu, les ressources tirées du trafic et du commerce sont tellement élevées qu'elles entraînent une corruption de haut niveau dans tous les pays.

L'année 1996 a vu une production inégalée d'opium pour une valeur totale de 500 milliards de dollars. Il s'agit d'une somme énorme. Pour l'héroïne, malgré les efforts d'éradication et de substitution de la communauté internationale, la production a atteint 4500 tonnes d'opium, principalement en Afghanistan ⁽¹⁾ et en Birmanie ⁽²⁾. L'Af-

1)- En 1994, la première enquête de terrain exhaustive a été effectuée dans toutes les "provinces suspectes" afin d'évaluer la production de(s) drogue(s). Il en ressort que les cultures de pavot s'étendent sur 80 000 hectares permettant de récolter près de 3 000 tonnes d'opium. Les deux principales régions productrices d'Afghanistan sont le Nangahar à l'est et l'Helmand au sud. Enquête effectuée par le Programme des Nations Unies de Contrôle International des drogues (PNUCID)

2)- Le S.P.D.C (State Peace and Development Council - ex S.L.O.R.C.), nouvelle version de la dictature birmane, a changé pour moins laisser paraître son goût pour la répression sanglante. Aujourd'hui, outre le fait que la Birmanie fait partie du Triangle d'Or, on peut noter que sa production d'opium est passée de 1 400 tonnes en 1988 à 2 600 en 1993. En 1996, les parts du régime dans le trafic se sont accrues avec la reddition sans combat, de l'une des figures emblématiques de ce trafic, "le roi de l'opium", Khun Sa et de ses troupes. En échange de cette liberté, l'ex-commandant de l'Etat Shan, s'est vu promettre la possibilité d'investir dans des "activités légales" de son pays.

ghanistan a été, en 1996, un gros producteur d'héroïne. 10 tonnes ont été saisies en Europe. Pour la cocaïne, il faut savoir que dès qu'un groupe disparaît, un autre le remplace. Aux Etats-Unis, la cocaïne est la drogue la plus utilisée. 44 tonnes ont été saisies en Colombie et en Italie. Les trafiquants cherchent de nouveaux marchés: cannabis, psychotropes.

Face à un tel constat, nous devons nous interroger sur les stratégies qui peuvent être engagées, en tenant compte de toute une série de paramètres:

d les producteurs représentent les plus grandes fortunes du monde

d en 25 ans, de 1970 à 1995, le continent européen a été inondé, et les messages d'avertissement ne sont pas passés

d la morphine et l'héroïne transitent à 80% par les Balkans

d les Etats-Unis sont un marché pour l'héroïne en provenance du sud-est asiatique, mais 70% de la cocaïne vient du Mexique

d 5600 hectares de coca sont cultivés; les cartels sud-américains envahissent les marchés européens. Deux laboratoires ont été détectés, l'un en Espagne, l'autre en Allemagne

d l'Afrique a un gros problème avec l'Afrique du Sud

d 700 tonnes de cannabis ont été saisies dans l'Union Européenne, en provenance du Maroc par voie maritime

puis à travers l'Espagne.

d les trafiquants recherchent en permanence de nouveaux produits hors liste de contrôle des conventions internationales, ce qui leur permet de dégager d'importants bénéfices

d l'absence de contrôle qualité ⁽³⁾ représente un grand danger pour le consommateur.

Europol ⁽⁴⁾ est une bonne idée pour la coordination au niveau européen, mais cette institution dispose de moyens insuffisants. Faute de volonté affirmée d'abandon d'éléments de souveraineté nationale, le problème de l'espace judiciaire européen n'est toujours pas résolu, alors même que les réponses nationales sont de toute évidence inefficaces.

La drogue constitue en effet une menace sérieuse pour la démocratie, plus sérieuse que ne le fut le conflit Est-Ouest. La "guerre à la drogue" est proclamée, cependant la réalité est bien différente. Les pays européens n'investissent pas l'argent nécessaire pour réduire la demande. Dès lors que les institutions de la démocratie sont menacées, les moyens consacrés à combattre cette agression doivent être à la hauteur de l'enjeu. Le G7 affiche comme priorité la lutte contre le trafic de la drogue. Mais quelle est sa stratégie?

Une étude française révèle qu'il est plus efficace d'investir l'argent dans la prévention que dans la répression. Or aujourd'hui, 25% des ressources sont affectées à la réduction de la demande, c'est-à-dire la prévention, et 75% pour faire respecter la loi. Ce déséquilibre indique que nous ne

3)- Exemple exposé par le Professeur Bollinger Lorenz de l'Université de Bremen en Allemagne. in Titre II. UNE APPROCHE PRAGMATIQUE.

4)- Le 10 décembre 1991, le Conseil européen réuni à Maastricht décide, sur proposition du chancelier d'Allemagne Helmut Kohl, la création d'un Office européen de police (Europol) dont la fonction initiale serait d'organiser l'échange d'informations sur les stupéfiants entre les Etats membres de la Communauté. Pour certains, cet "Office" serait la base du futur "FBI européen" dès lors qu'un pouvoir européen central existera.

“S’agissant du traitement des drogués, je suis hostile à leur criminalisation. Le problème est avant tout sanitaire et social”

faisons pas face à nos responsabilités. Pour le corriger, il s’agit non pas de diminuer le montant des ressources consacrées à la

répression, mais d’augmenter celles qui permettraient la prévention.

Les politiques ont une responsabilité dans ce déséquilibre. Le tout-répressif correspond à une forme d’opportunisme: les effets produits par l’affectation de ressources à la réduction de la demande ne sont en effet pas visibles immédiatement, ce type d’action nécessite donc un engagement à long terme.

S’agissant du traitement des drogués, je suis hostile à leur criminalisation. Le problème est avant tout sanitaire et social. L’attribution des ressources étant déséquilibrée, les moyens pour soigner les drogués manquent et le nombre de centres de traitement reste très insuffisant.

Nous devons nous fixer l’objectif, fût-il utopique, d’une société sans drogue. Je désapprouve toute forme de légalisation des substances toxiques et toute différenciation entre drogues douces et drogues dures. Il faut maintenant dire ce qui est légal et/ou illégal, dire si le cannabis est nocif. Toutefois, il convient de bien orienter les programmes de prévention comme cela a été fait avec succès pour le tabac. L’enjeu est de modifier les comportements.

Devant le constat d’échec actuel, le moment est venu de donner une impulsion politique. Tous les pays d’Europe,

hormis la Suède, font la différence entre utilisateurs et trafiquants. Ils distin-

guent aussi dans l’interprétation de la loi entre drogues douces et drogues dures. C’est dire que les lois actuelles ne tiennent pas compte de la réalité. Des milliers de personnes violent la loi et il est impossible de la faire appliquer. Si elle est inapplicable, elle doit être changée. ❖

“Si la loi est inapplicable, elle doit être changée”

Une politique du tout répressif ou de contrôle?

**Prof. ETHAN
NADELMANN,
Directeur du
Lindesmith Center,
New York, USA**

Je n’évoquerai pas de grands principes comme l’accentuation de la lutte contre la drogue ou non, la libéralisation de la drogue ou la criminalisation. Je préfère examiner des hypothèses sous-jacentes à la politique de la drogue, les objectifs des politiques anti-drogue et les critères d’évaluation.

A peu près partout dans le monde, de nombreux leaders politiques s’expriment dans les mêmes termes. Le véritable enjeu est de savoir comment traiter le problème des villes et des banlieues où la drogue est de plus en plus présente, avec les peurs qu’elle suscite et les effets déstabilisants qu’elle induit.

Monsieur KENDALL dit qu’on ne peut pas avoir une société sans drogue mais que tel doit rester l’objectif: je

“Le véritable défi est de savoir comment vivre avec la drogue afin qu’elle cause le moins de dégâts possible”

pense que c’est une erreur. Les drogues ont toujours existé, elles existeront toujours. Ce serait un défi

futile que de vouloir construire un mur autour de nous, de nos enfants, de nos villes, pour rejeter la drogue.

5)- Le crack, appelé la cocaïne du pauvre, est le dernier arrivé sur le marché des drogues dures. Il est fait de petits cailloux blancs de cocaïnes peu raffinée et de bicarbonate de soude. A faible coût, sa préparation s’obtient à partir de solvants (mazout, gas-oil). L’accoutumance est rapide, il suffit d’un mois pour être dépendant. Son coût est de 200 francs pour six cailloux mais les utilisateurs peuvent en consommer jusqu’à près de 40. Outre les dépendances physique et psychique très fortes, son usage entraîne des comportements dangereux et génère également des états psychologiques difficilement contrôlables comme la paranoïa.

Le véritable défi est de savoir comment vivre avec la drogue pour qu’elle cause le moins de dégâts possible, voire qu’elle fasse du bien.

Il s’agit donc de rechercher la politique la plus pragmatique possible en matière de drogue. Puisque l’objectif ne peut être une société sans drogue, pourquoi ne pas se fixer, comme aux Etats-Unis, un objectif officiel qui serait de réduire autant que possible la consommation de drogue?

Sur ce seul critère, les années 80 seraient pour les Etats-Unis un grand succès: 40 millions d’Américains utilisaient des drogues au début des années 80, contre 20 millions aujourd’hui. Mais aujourd’hui, la consommation de drogue augmente chez les enfants et l’inquiétude s’accroît. Donc il s’agit d’une mauvaise lecture des objectifs.

Au début des années 80, personne n’avait entendu parler du crack⁽⁵⁾: 10 ans plus tard, le crack était devenu un fléau national. En 1980, personne n’avait entendu parler de drogué atteint du SIDA ou séropositif. Il y avait 80 000 drogués ou trafiquants en prison, ils sont 400 000 aujourd’hui. En 1980, les Etats-Unis dépensaient un milliard de dollars pour lutter contre la drogue: ils y consacrent aujourd’hui dix sept milliards.

Les Etats-Unis peuvent-ils dans ces conditions être pris comme modèle? Certes, il y a moins d’Américains qui se droguent; mais il y a beaucoup plus d’argent dépensé, de personnes à problèmes, de malades du SIDA, donc pas de progrès réels.

Quels doivent donc être les critères pour évaluer les politiques en matière de drogue? Le nombre d’utilisateurs n’est manifestement pas un critère suffisant. Les vrais critères devraient être le nombre de décès, de crimes, de maladies, de souffrances, associés à la drogue. La question n’est pas d’être dur ou pas, moraliste ou pas, mais de diminuer les crimes, les maladies, bref de prendre en compte des valeurs universelles.

Les interrogations sont multiples. Comment le responsable d’une ville peut-il traiter “la dimension drogue” dans les problèmes de crime, d’insécurité, de maladie, de misère? Vue d’une ville, la question de légaliser ou pas n’est pas pertinente. Elle l’est au niveau mondial ou de l’Amérique Latine, pas à celui de la cité. Comment la politique d’interdiction peut-elle répondre aux critères que je viens d’énoncer?

Tout d’abord, il me semble qu’il faut utiliser ses frustrations, sa colère, pour diriger son énergie contre les difficultés politiques et sociales sous-jacentes au problème de la drogue. Mais pour réussir dans ce combat, il faut avoir un esprit pragmatique et comprendre que l’on ne reviendra jamais en arrière, dans une

“Les vrais critères, pour évaluer les politiques en matière de drogue, devraient être le nombre de décès, de crimes, de maladies, de souffrances, associés à la drogue”

“La question de légaliser ou pas est pertinente au niveau mondial, pas à celui de la cité”

société sans drogue. Le problème est l'avenir, la nécessité de réduire les décès, maladies et crimes

associés à la drogue. Il faut donc accepter d'entendre toutes les options et éviter de grandes généralisations sur la drogue, les drogués et les trafiquants.

Comment fait-on pour réduire les dégâts à Hambourg, à Brême, dans les villes d'Australie, telle est la question que se posent ceux qui il y a dix ans voulaient extirper le fléau de la drogue. Dans ces villes, on a commencé par vouloir écraser les distributeurs de drogue. En réalité, ils ont été dispersés, pour certains mis en prison, tandis que de nouveaux apparaissaient. Le nombre de personnes en prison pour criminalité liée à la drogue a été multiplié par huit en dix-sept ans, au prix de milliards de dollars pour les contribuables et les Etats. La plupart des gens emprisonnés étaient des revendeurs. Beaucoup de dealers sont des drogués, des utilisateurs, des chômeurs, des personnes sans travail qui se considèrent comme des entrepreneurs vendant des produits que les gens aiment.

Une politique pragmatique commence par l'examen des faits. Des centaines de millions de gens ont fumé de la marijuana et sont vivants: 70 millions pour les seuls Etats-Unis⁽⁶⁾. Les Hollandais ont essayé de séparer les marchés drogue douce/drogue dure, en régulant le marché des drogues douces, en essayant de le contrôler puisque, pour des raisons internationales, ils ne pouvaient le légaliser.

L'inconvénient de ce système tient à sa transparence: on peut en filmer pour la télévision les aspects les plus

6)- «En France, 19% des 12-44 ans, soit sept millions de personnes, auraient déjà goûté au "cannabis". Un jeune sur deux cesserait de fumer dès les premiers joints. Tout en étant illégale, la consommation de "cannabis" s'est beaucoup banalisée puisque près de 3 à 4 millions de Français en seraient des consommateurs réguliers.» Kopp Pierre, *L'économie de la drogue*, La Découverte, 1997.

MARIJUANA : POURCENTAGE DE CONSOMMATEURS PARMIS LES JEUNES AMÉRICAINS (1972-1991)

Classes d'âge	1972	1974	1976	1979	1982	1988	1990	1991	1992
<i>1 Consommateurs occasionnels</i>									
12-17 ans	14,0	23,0	22,4	30,9	26,7	17,4	14,8	13,0	10,6
18-25 ans	47,9	52,7	52,9	68,2	64,1	56,4	52,2	50,5	48,1
26 ans et plus	7,4	9,9	12,9	19,6	23,0	30,7	31,8	32,7	33,0
<i>2 Consommateurs réguliers</i>									
12-17 ans	7,0	12,0	12,3	16,7	11,5	6,4	5,2	4,3	4,0
18-25 ans	27,8	25,2	25,0	35,4	27,4	15,5	12,7	13,0	11,0
26 ans et plus	2,5	2,0	3,5	6,0	6,6	3,9	3,6	3,3	3,2

* Les pourcentages sont exprimés par rapport au nombre de ménages américains. - Source : NHSDA (1994).

sordides dans un coffee-shop d'Amsterdam. Pourtant cette politique, en dépit de ses inconvénients, notamment pour les pays voisins, réussit. L'utilisation de la marijuana est au même niveau aux Pays-Bas que dans les autres pays, mais les problèmes y sont en comparaison minimes. Aux Etats-Unis par exemple, il existe un marché noir de la marijuana et des millions de gens sont chaque année arrêtés et emprisonnés parce qu'ils en cultivent et en vendent. Pourtant, la consommation des adolescents dans les collèges a été multipliée par deux ces cinq dernières années.

Il existe peut-être des politiques plus appropriées pour d'autres pays que celle qui est conduite aux Pays-Bas, mais au moins ce modèle est-il intéressant, satisfaisant, et surtout pragmatique.

Reste un problème lourd, qui est celui des héroïnomanes, de ceux qui ont besoin d'une piqûre.

“La méthadone est à l’héroïne ce que le patch est à la cigarette : de la nicotine qui réduit l’accoutumance”

Une première option est la méthadone. Elle est à l’héroïne ce que le patch est à la cigarette, de la

nicotine qui réduit l’accoutumance. Dire oui à la méthadone en vue d’une désintoxication complète n’est pas un jugement scientifique. Car d’un point de vue scientifique, l’expérience montre que des gens peuvent prendre de la méthadone pendant dix ou quinze ans sans que cela nuise trop à la santé (7). Ils peuvent conduire, travailler, faire fonctionner des grandes machines. Ils ne sont pas plus “accros” que des diabétiques à l’insuline, et peuvent vivre une vie sans drogue, hormis bien sûr la méthadone.

A Bruxelles, la méthadone avec une bonne méthode donne de bons résultats. Aux Etats-Unis, elle est hyper-réglémentée, stigmatisée au point que son efficacité en est presque sabordée.

Que faire en revanche pour ceux qui ne veulent pas abandonner? Aux Etats-Unis, la solution, c’est la prison: solution coûteuse, cruelle, insuffisamment sophistiquée. Il faut une philosophie pragmatique de réduction du mal.

Une des approches possibles de réduction du mal pour ceux qui ne sont pas en mesure d’arrêter consiste à atténuer les conséquences négatives de l’utilisation de la drogue: il ne s’agit pas de l’opposé de l’abstinence, mais peut-être d’une étape sur la voie de l’abandon, en aidant le drogué à réduire sa dépendance et les risques, surtout pas en le manipulant mais en lui permettant de se voir en citoyen. Les seringues propres, comme en Suisse, sont une première étape avant la méthadone.

Je terminerai par une analogie avec la prostitution: elle a toujours existé et ne disparaîtra jamais. Aujourd’hui, on essaie d’en réduire le plus possible les effets négatifs mais on ne peut l’arrêter. Il en va de même avec la drogue: il faut faire disparaître le trafic et les vrais dealers.

“Le seul moyen de progresser sur la voie pragmatique est d’être intellectuellement honnête et se souvenir des valeurs du socialisme sur la dignité de tout être humain quel qu’il soit, quelle que soit sa drogue”

Le seul moyen de progresser sur la voie pragmatique est pourtant de pouvoir poser les vraies questions. Il faut aussi être intellectuellement honnête et se souvenir des valeurs du socialisme sur la dignité de tout être humain quel qu’il soit, quelle que soit sa drogue. ❖

L’Etat-nation et l’économie de la drogue

**Prof. JOSE
THIAGO CINTRA,
Colegio de Mexico,
Mexique**

Je commencerai par un bref rappel historique. A l’époque de la reine Victoria, on autorisait l’empoisonnement des peuples par l’opium alors qu’il était interdit en Angleterre. C’est un peu comme le tabac et les Etats-Unis aujourd’hui! Ensuite, l’Inde s’est ouverte au commerce de l’opium et l’Angleterre en a retiré d’importants bénéfices. D’où la vraie question qui se pose: faut-il abolir ou conserver le système actuel de prohibition?

7)- “Dans l’état actuel des connaissances, la méthadone (produit de substitution administré pour sevrer les toxicomanes) constitue le meilleur traitement de la dépendance à l’opium. L’emploi de la méthadone ne peut être lié à un sevrage rapide. Sa prescription doit toujours s’inscrire dans un projet thérapeutique précis et contrôlé.” Prof. Henrion, Rapport de la commission de réflexion sur la drogue et la toxicomanie, 3 février 1995.

“La guerre à la drogue a remplacé la guerre froide. Mais où mène cette croisade?”

Actuellement, les Etats-Unis sont dans une situation de monopole du pouvoir. Les Anglo-saxons, que l'on dit pragmatiques, cherchent pourtant des croisades. La guerre à la drogue a remplacé la guerre froide. Mais où mène cette croisade?

La production mondiale de drogue en 1996 atteignait 1200 tonnes pour la cocaïne et l'héroïne confondues. Les Américains pensent que donner un coup de frein à l'offre en Colombie, au Pérou, en Bolivie, augmenterait tellement le prix du gramme que le trafic et la consommation en seraient stoppés. Ils ont multiplié par deux leur budget contre la drogue pour favoriser l'augmentation des prix. Le résultat est qu'ils reçoivent aujourd'hui 760 tonnes de cocaïne en provenance du Pérou, de la Bolivie et de la Colombie, contre 200 tonnes en 1981. Quant au prix du gramme, il est passé de 170 dollars en 1980 à 100 dollars en 1996. (8)

8)- Voir carte et tableau

PLACE DE LA COCA DANS LES ÉCONOMIES PÉRUVIENNE ET BOLIVIENNE

	<i>Bolivie</i>	<i>Pérou</i>
Valeur de la production de coca (millions de dollars)	313-2,300	869-3,000
Exportations de coca (millions de dollars)	132-850	688-2,1
Revenu total (millions de dollars)	246-442	743-1,2
Nombre d'emplois (en centaine de milliers)	207-463	145-700
Surface cultivée	35 000-55 400	115,530-166,500
<i>Part de l'économie de la coca en %</i>		
Dans le PNB	6 - 19	2 - 11
Dans les exportations	15 - 98	14 - 78
Dans la dette extérieure	7 - 25	3 - 18

Source : NCIS américain (International Narcotic Control Strategy) 1989 .

EXPANSION DES NARCOACTIVITÉS DANS L'ESPACE LATINO-AMÉRICAIN (1960-1994)



ATLAS mondial de la drogue, PUF, 1997.

“Les pays qui “s’en sortent” dans le monde sont ceux qui ont plus de 1000 hectares de cocaïne, plus de 1000 hectares d’opium, ceux qui produisent, trafiquent, et lavent l’argent sale”

La responsabilité américaine est donc lourde puisque leur politique a favorisé le développement de la production de cocaïne au Mexique, avec pour

ce pays des conséquences morales et économiques lourdes: sécurité nationale et forces armées menacées, du fait de l’énormité des sommes en jeu, et corruption du système.

A un moment, la transaction a dû être que l’argent provenant du trafic de l’héroïne et du cannabis devait s’investir dans le développement de l’économie nationale.

D’une manière générale, les Etats fragilisés économiquement, comme le Mexique, sont plus sensibles que les autres encore aux effets négatifs de la drogue, notamment à la mise en place d’une économie parallèle. Il est difficile de lutter contre le blanchiment alors que les grandes institutions utilisent l’argent sale, et que les trafiquants s’intègrent dans le système financier. De plus, la crise économique a fait baisser les prix et favorisé le développement du marché noir. Ce sont les entrées d’argent sale, environ 8 milliards de dollars, qui sauvent le pays de la faillite totale. Sans cette imprégnation de l’argent de la drogue et de l’économie, le Mexique ressemblerait encore à l’Albanie.

Les pays qui “s’en sortent” dans le monde sont ceux qui ont plus de 1000 hectares de cocaïne, plus de 1000 hectares d’opium, ou plus de 5000 hectares de haschich, ceux qui produisent, trafiquent, et lavent l’argent sale.

Il faut opérer une sorte de certification ⁽⁹⁾. Par exemple,

quand un pays est très important pour l’intérêt national des Etats-Unis, sa certification ne lui est pas enlevée, même s’il s’agit du Liban, du Pakistan ou de la Colombie. A ce jour, plus de 70% de la cocaïne passe par le Mexique. Il en résulte plus de crise, plus de corruption, mais si les Etats-Unis retiraient la certification, l’élément clé que constitue pour eux le Mexique disparaîtrait. On dit que la souveraineté doit être visible, mais au Mexique c’est la DEA ⁽¹⁰⁾ qui fait la loi. Pourtant, la consommation de drogue n’augmente pas vraiment au Mexique. Le vrai problème est la misère, notamment dans les ghettos noirs américains. Les milliards de dollars dépensés par les Etats-Unis n’ont pas réduit la consommation, et la drogue y est moins chère, plus disponible, plus accessible. L’argent est donc jeté par les fenêtres.

C’est donc toute la stratégie qui doit changer, car la politique menée ne sert à rien. Il y a 150 ans, le même problème s’est posé avec l’opium. Que se passerait-il si, partout dans le monde, on disait: “messieurs, maintenant on libéralise la drogue, et tout le monde va le faire”? Dans un tel cas, si j’étais trafiquant, je dirais à ma femme: “je change de planète, mon petit commerce ne marche plus, je n’ai plus de travail si ce n’est plus illégal”. Ce ne serait même plus la peine de faire sortir le produit de Colombie. A ce jour, le produit sort à 1600 dollars le kilo, pour être vendu 100 000 dollars le kilo. Le système serait rompu. Mais personne ne calcule le coût marginal d’une telle décision, car une partie de notre société y perdrait. Le premier qui disparaîtrait, ce serait le trafiquant, puisqu’il n’y aurait plus de trafic.

C’est ainsi que l’establishment s’oppose toujours à la libéralisation de la drogue. L’examen de l’histoire de la

10)- Le DEA (Drug Enforcement Administration), créé en 1973, est la section chargée au sein du Département de la Justice de la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants.

9)- Liste établie par le gouvernement américain des pays remplissant certaines conditions politiques, économiques qui en font des “interlocuteurs autorisés”. A noter une certaine subjectivité puisque si l’Iran n’en fait pas partie, la Colombie, le Pérou, le Pakistan (pourtant producteur de drogues) sont paradoxalement certifiés.

drogue depuis la Révolution française révèle que ce sont toujours les intérêts qui jouent. Or, en 1997, c'est la souveraineté nationale qui est en jeu, la structure nationale qui est mise à mal.

Les trafiquants ont besoin d'institutions corrompues. Le Mexique est ainsi passé d'un Etat national à la situation de narco-Etat.

En conclusion, je dirais que je suis favorable aux politiques de répression à condition qu'elles donnent des résultats. Car de nos jours, c'est toujours à l'offre qu'on s'attaque, jamais à la demande, ni à la consommation. Cette situation est un tunnel sans fin. ❖

De l'importance très relative du trafic de drogues pour les Etats

**MICHEL
KOUTOUZIS,
Observatoire
Géopolitique
des drogues, France**

Avant d'étudier les nouvelles formes que prend le trafic de la drogue, je partirai d'un constat: la drogue et son trafic, pour les Etats, ce n'est pas important! C'est en tout cas moins important que les relations internationales, les zones d'influence, la diplomatie, l'économie, malgré le concept de "guerre de la drogue". Depuis l'Antiquité, les Etats ont toujours considéré la drogue comme un produit interdit pour le plus grand nombre et permis pour un petit nombre. Cela donnait une possibilité d'agir au niveau du pouvoir politique, un moyen d'intervenir sur la société. Il en va ainsi depuis le néolithique! Aujourd'hui, nous sommes passés de la "magie" à l'interdit et aux règles de prohibition, qui permettent à la drogue de jouer un rôle dans nos sociétés. Les Etats sont conscients que la drogue constitue un produit à manier avec intelligence et tact dans un monde en désordre.

La complexité de notre société est liée à la complexité des drogues. La France mène une politique prohibitionniste intelligente et propose des cultures de substitution à la coca, sans a priori ni pression particulière ⁽¹¹⁾. Elle a ainsi la possibilité d'entrer dans la chasse gardée des Etats-Unis. Le Zaïre, lui, est passé du trafic d'or et de cobalt au trafic de la drogue, et ce sont les Etats-Unis qui en contrepartie ont raflé le marché zairois. Des pays

“La drogue et son trafic sont moins important que les relations internationales, les zones d'influence, la diplomatie, l'économie, malgré le concept de «guerre à la drogue» ”

11)- A l'inverse des Etats-Unis, la France subventionne les politiques d'aide à la substitution, en Amérique du sud, sans soumettre ces pays à une obligation de résultat. cf intervention de Jaime Paz Zamora (ancien Président de Bolivie). in Titre I UNE APPROCHE POLITIQUE.

12)- En 1949 lorsque les forces de Chiang-Kai-Shek sont vaincues par les communistes dirigés par Mao Zedong, le général Li Mi avec le reste de sa division passe en Birmanie et s'installe dans l'Etat shan. Les troupes nationalistes chinoises, réorganisées par la CIA afin de tenter une invasion de la Chine par le sud, obligent les minorités locales à payer un impôt sous forme d'opium brut, les amenant ainsi à augmenter la surface cultivable de pavot. Pendant près de cinq ans, la CIA, ne pouvant aider ces "forces de résistance" avec l'accord financier du Congrès, préférera fermer les yeux sur ces trafics.

«Avant la chute du mur de Berlin, l'utilisation «diplomatique» de la drogue par les services secrets était «l'affaire des princes»»

comme la Tchétchénie, Panama, ne connaissaient pas de problème tant que les opérateurs étaient mixtes et se partageaient la part du trafic de pétrole, de la drogue et des armes. Puis un désaccord est apparu et on s'est aperçu que la Tchétchénie était un pays de trafiquants, notamment du fait des officiers russes qui s'y trouvaient avant.

Les Etats-Unis ont donné la possibilité de créer, au nord de la Birmanie, des aires de culture pour financer le Kuo-mintang nationaliste; celles-ci représentent aujourd'hui 70% de la production d'héroïne consommée aux USA. Ainsi, un pays qui ne produisait que très peu d'héroïne, surtout de l'opium, est devenu en l'espace de trente ans le plus grand exportateur d'héroïne à destination des Etats-Unis, par le fait de la CIA (12).

Avant la chute du mur de Berlin, l'utilisation "diplomatique" de la drogue par les services secrets était "l'affaire des princes". Très peu de gens étaient au courant. Une notion nouvelle est apparue: le narco-Etat, conséquence d'un processus très lent, étalé sur près d'un siècle, et qui définit aujourd'hui comme ennemi principal, après la fin de la guerre froide, non plus le communisme mais les pays producteurs de drogue. Il y a ainsi prolifération des aires de production mais aussi des trafiquants et de leurs circuits. Les grandes organisations criminelles travaillent contre les circuits politico-mafieux. Les conflits sont financés par la drogue, et génèrent des circuits de trafic telle-

ment lucratifs que des guerres inutiles se prolongent pour poursuivre les trafics et produire des bénéfiques.

Le Liban est un pays où la guerre a continué après le retrait des "sponsors", du fait de l'explosion de la culture de l'opium dans la plaine de la Bekaa. Aujourd'hui, le Liban n'est plus producteur mais ceux qui étaient en contact avec les structures de blanchiment continuent à opérer et à exporter leur savoir-faire. Il s'agit là du premier conflit moderne permettant d'exporter un modèle de financement de la guerre par le trafic des armes et de la drogue. Les mêmes opérateurs se retrouvent en Arménie, en Géorgie, en Bosnie, au Brésil, en Californie, et continuent à faire fonctionner cette machine non pour une cause mais pour leurs propres intérêts. Un mécanisme analogue est en place en Turquie: la guerre avec les Kurdes continue et l'armée vend maintenant ses services (13). Alors que ce conflit coûte à la Turquie 12% de son PIB et devrait s'arrêter, il continue car tous les opérateurs en retirent du profit. Les organisations ont des diasporas et la distribution "militante" s'opère dans la rue comme avec le PKK (14) ou les Loups Gris d'extrême-droite (15) puisque les bénéfiques ne cessent de s'accroître.

Tout cela est connu à travers le monde. Voilà pourquoi je dis que la drogue, finalement, n'est pas très importante pour les Etats, car si elle les menaçait vraiment, ils interviendraient de manière plus drastique. Elle est si peu importante que l'on ne considère pas nécessaire de poser le problème de l'héroïne lors des négociations sur l'union douanière avec la Turquie ou le Maroc: une certaine "pudeur" commande de ne pas en parler.

Dès lors, le décalage entre ce que l'on dit et ce que l'on fait apparaît comme la manière la plus efficace de renforcer le trafic, inscrit dans ces contradictions fondamentales entre le "dit" et le "fait". Pour certains trafiquants, il est intéres-

13)- Depuis le territoire turque transite et se transforme près de 70 % de l'héroïne à destination de l'Europe. Atlas mondial des drogues, Observatoire géopolitique des drogues.

14)- Le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), mouvement marxiste-léniniste, a engagé une lutte indépendantiste armée dans le sud-est du pays depuis 1984. Ce mouvement mène sa lutte indépendantiste au coeur de la zone de transformation de la morphine en Turquie et "contrôle" les régions frontalières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie, lieux où transitent l'héroïne ou la morphine base importée du Croissant d'Or.

15)- Cette organisation, violente, ultra-nationaliste, a été fondée par le colonel A. TURKES leader charismatique de l'extrême-droite

d turque, décédé en avril 1997. Les Loups Gris ont été actifs dans l'immigration turque en Allemagne. Ils portent une lourde responsabilité dans les violences, dirigées contre les intellectuels en 1978-80, qui ont amené au coup d'Etat du 12 septembre 1980 en Turquie. Ils ont fait de l'entrisme dans certains secteurs comme l'administration, la police, l'armée.

16)- L'Albanie a survécu économiquement grâce à l'embargo que la communauté internationale a imposé aux pays limitrophes (Serbie, Monténégro, Macédoine). La levée des embargos, à la fin de la guerre en ex-Yougoslavie, a cassé le commerce triangulaire "armes-drogues-contrebande de pétrole" des sociétés pyramidales. Les organisations mafieuses sudistes, au delà de la chute du président Berisha, cherchent la fin de la suprématie des mafias nordistes afin de devenir les seuls interlocuteurs des organisations mafieuses italiennes.

sant que les frontières restent contrôlées, puisqu'en réalité elles ne le sont pas mais que le fait de s'y référer multiplie les plus-values. En clair, les passeurs augmentent les prix sous le prétexte de frontières supposées dangereuses.

Tout trafiquant voit l'espace comme un espace unique. Dans les années 20, les marchands achetaient en Europe ce qui était légal et le vendaient légalement en Chine. Quand ils ont vu leur espace se restreindre aux seuls Etats du fait de la chute des grands empires, les commerçants se sont transformés en trafiquants.

L'Albanie est un bon exemple. Ce pays est sorti du communisme en même temps que ses frontières étaient mises sous embargo. Les commerçants albanais ont tout de suite identifié trafic et commerce. Pour commercer, ce qui était politiquement correct, il fallait casser l'embargo. Ils ont commencé par des produits de première nécessité, mais dans la mesure où il fallait payer des bakchichs aux douaniers et tenir compte des solidarités classiques interfrontalières, avec notamment le Kosovo et la Macédoine, l'espace délimité par l'embargo est devenu producteur de richesse. A partir de là, certains produits sélectionnés sont restés politiquement corrects, comme le pétrole, d'autres incorrects, comme la drogue. La représentation de la société capitaliste, pour l'Albanie, c'est une société du trafic. La communauté internationale a feint de croire qu'il existait deux partis politiques en Albanie, l'un, libéral, à soutenir, l'autre, communiste, à combattre (16). En réalité, deux clans s'affrontent, le Nord et le Sud, contrôlés par des organisations en opposition. Quand l'embargo s'est terminé, l'Albanie est rentrée dans un désordre nécessaire à l'existence des clans. Si ce désordre continue, alors pourquoi intervenir?

Ce système très performant est devenu un modèle pour certaines régions du monde: la vision marchande apparaît plus efficace que la vision industrielle. ❖

De la nécessité de relativiser l'importance réelle du problème de la drogue

Professeur
PETER COHEN,
Université
d'Amsterdam,
Pays-Bas

Il est important d'avoir une évaluation du problème de la drogue et de se demander dans quel espace social, économique et culturel, nous lui donnons un sens.

L'utilisation de drogues illicites n'est pas un problème très sérieux, sauf aux Etats-Unis où un tiers de la population en a eu une expérience. Dans la plupart des pays industriels, moins de 10% de la population est concernée, ce qui signifie une utilisation chronique et durable inférieure à 5%. Ainsi, parmi les usagers réguliers qui consomment, à Amsterdam, une marijuana de bonne qualité, à bon prix, 65% n'en ont pas consommé plus de 25 fois et pour ceux qui dépassent 25 fois, le rythme est inférieur à une fois par semaine.

Le système le plus répressif se trouve aux Etats-Unis. La marijuana y est diabolisée mais il est toujours facile de s'en procurer! Une génération entière, qui a entendu un discours d'endoctrinement contre la marijuana, augmente cependant sa consommation.

Dans aucun de nos pays industrialisés, il n'existe de problème très grave de drogue. Dès lors, pourquoi la présenter comme l'un des problèmes majeurs de notre temps, quand malgré l'augmentation des tonnes produites et des saisies, la drogue ne menace rien? Pourquoi tant de mythes à propos de la drogue?

J'émettrai quelques hypothèses. En tant que sociologue, je pose cette question: dans quel état nous trouvons-nous? Nous sommes dans une situation de transition, marquée par la disparition des conflits religieux et le développement de la démocratie et des différents partis politiques. Il y a donc des méthodes de résolution des conflits pour certains problèmes. Selon les pays, existent différents systèmes envers le sexe, la mort, la procréation. C'est dire que nous ne disposons plus d'un système moral dominant régissant nos relations avec ces questions. Ce qui pose problème, c'est la coexistence dans nos pays de groupes ethniques différents, car, l'utopie de l'égalité économique ayant disparu, des problèmes sociaux incroyables et très divers sont apparus. Nous cherchons donc des systèmes de valeur dominants, des choses qui nous unissent face à toute cette diversité. Notre société doit traiter ces différences.

La drogue exerce une fonction de symbole sur lequel tout le monde est d'accord. Elle augmente le potentiel de marginalisation, alors que la peur d'être marginalisé est présente chez chaque individu. Au lieu d'accepter des différences de goût entre les gens, on pose un principe dominant: on ne peut pas s'intoxiquer avec certaines drogues illicites, mais on le peut avec d'autres.

En réalité, il faut accepter différents types de comportement: certains boivent un verre de whisky, d'autres fument une cigarette de marijuana. Dans certains milieux, avant d'aller danser, on prend de la MDA, de l'extasy ⁽¹⁷⁾ : pourquoi ne pas s'accommoder de différences finalement moins destructrices qu'on ne le dit? Bien sûr, certains auront des problèmes, et il faudra créer des institutions pour les aider.

Certaines questions méritent d'être posées. Quelles sont les institutions qui obtiennent le plus d'argent? Les bureaucraties n'utilisent-elles pas le problème de la drogue pour s'approprier une partie du gâteau? Sachant que l'inflation de la drogue peut enrichir certains groupes, quels sont les groupes qui pâtiraient d'un changement de politique?

Il faut trouver, et les forces sociales-démocrates sont les mieux placées pour le faire, une manière d'évoquer le problème de la drogue de manière empirique, en termes réels. La question n'est pas de savoir combien de personnes consomment de la drogue. Elle est de s'interroger sur les fonctions symbolique et politique de la présentation spectaculaire de ce problème. ❖

17)- La côte ouest des Etats-Unis, à la fin des années 60, redécouvre un dérivé amphétaminique, la MDA, baptisée "la pilule de l'amour". Le produit a été identifié dès 1910 par la firme allemande Merck. L'extasy ou XTC n'est qu'un des multiples dérivés amphétaminiques, sous forme de pilule. Cette dernière, forte de sa réputation de produit convivial a franchi l'Atlantique dès 1985 pour devenir l'une des drogues les plus consommées par les jeunes d'Europe occidentale. Les quantités saisies, en Italie, ont augmenté de 5 000 % entre 1990 et 1994. Les Pays-Bas produisent 80 % de l'amphétamine et la quasi-totalité de l'extasy saisi en Europe.

De la “guerre blanche” et des moyens d’en sortir

JAIME PAZ
ZAMORA,
ancien Président
de la Bolivie

Dans les pays dont je vais parler, les pays en voie de développement, ceux du pacte andin, la Bolivie, il existe par rapport à la drogue un problème psychologique. Un Bolivien qui se rend à l'étranger se sent mal à l'aise: partout dans le monde industrialisé, un passeport bolivien constitue une raison d'être suspecté. Est-il normal d'être toujours traité par les services d'immigration et de douane comme un trafiquant potentiel?

Après la guerre froide, une autre guerre a commencé. Toutes les grandes puissances ont en effet besoin de trouver des justifications pour mener leurs actions. Leur logique, leur dynamique interne, supposent l'existence d'un ennemi contre lequel il faut se battre. Après la guerre froide, elles ont donc engagé la guerre blanche. Après Cuba et la Corée, l'ennemi est la Bolivie.

C'est donc le problème Nord-Sud qui se pose à travers la question de la drogue. La dynamique semble-t-il vient du Nord et le Sud doit en accepter les conséquences. Les deux dynamiques s'auto-alimentent: consommation pour les uns, production pour les autres.

Il se passe des choses bizarres au niveau de la bureaucratie censée lutter

“Après la guerre froide, les grandes puissances ont engagé la guerre blanche. Après Cuba et la Corée, l'ennemi est la Bolivie”

contre la drogue. Les décisions sont prises par des pays extérieurs à la Bolivie, sans que les niveaux politiques en soient informés. Chacun défend son métier parce qu'il en vit. Supprimer le problème de la drogue reviendrait à créer beaucoup de chômeurs. Tant que le problème existe, certains bureaucrates qui vont dans les pays en voie de développement pour lutter contre la drogue touchent des «surprimes» comme s'ils se rendaient en zone de guerre. Cette bureaucratie-là prend des décisions en toute indépendance à l'égard du politique, alors qu'il faudrait coordination et articulation entre bureaucratie et politique.

Qui sait exactement ce qui se passe sur cette planète? L'information utilisée doit être objective. A l'époque où j'étais Président de la Bolivie, les pays du pacte andin, avec George Bush, Président des Etats-Unis, ont fait d'énormes efforts. Les pays consommateurs, les pays producteurs, les pays de trafic de notre hémisphère se sont pour la première fois mis d'accord pour accepter le principe de la responsabilité partagée. L'objectif des pays consommateurs était de réduire la consommation grâce à la prévention. Celui des pays de trafic de cocaïne était d'exercer une répression renforcée. Celui des pays producteurs de chercher un développement alternatif.

Mais d'autres préoccupations sont apparues: par exemple, le problème des produits chimiques. Pour produire de la cocaïne, la feuille de coca ne suffit pas: il faut aussi des produits chimiques que la Bolivie ne produit pas faute d'industrialisation. Aujourd'hui, on accorde enfin plus d'importance au contrôle du commerce des produits chimiques. En Bolivie, nous essayons de bloquer leur arrivée. Quant au problème du blanchiment de l'argent, rela-

“Le problème majeur est de nature sociale : la production de matière première de feuilles de coca est en effet le dernier secteur où les paysans boliviens peuvent trouver du travail”

18)- La Bolivie reste le deuxième producteur mondial, après le Pérou, de feuilles de coca et de base de cocaïne. La part de la Bolivie sur le marché international de la drogue est très inférieure à celle des deux autres pays andins. Toutefois, le niveau de sa population (7 millions d'habitants) et de son activité économique (moins de un milliard de dollars) font que le revenu de la drogue a un impact considérable : 21 % du PIB agricole et 7 % du PIB national.

première de feuilles de coca. Elles sont transformées en pâte de base envoyée ensuite en Colombie (18). Puis cette pâte est transformée en cocaïne. Aujourd'hui, les trafiquants transformateurs travaillent avec le Chili, l'Argentine, le Paraguay, où la cocaïne transite avant d'être expédiée vers l'Europe.

En Bolivie, le problème majeur est de nature sociale: c'est celui des paysans. Depuis des milliers d'années, ce pays produit de la coca pour une petite consommation traditionnelle. Le problème de la cocaïne n'existe que depuis 1950. Il s'est amplifié sous les régimes militaires. La démocratie revenue, notre système subit une distorsion sous l'action des Etats-Unis. La police n'a tué aucun trafiquant en Bolivie. Seuls meurent les paysans qui défendent leur production. Ils ont peur de se retrouver au chômage à cause de la politique néo-libérale imposée par le FMI. La production de matière première de feuilles de coca est en effet le dernier secteur où ils peuvent trouver du travail.

En Bolivie, la législation interne a fait disparaître le principe de la présomption d'innocence. La coopération avec les Etats-Unis (19) concerne surtout la répression, dangereuse pour nos institutions. Pour la première fois aujourd'hui, l'Europe intervient, des ressources sont prévues pour lutter contre le trafic de drogue et un programme de 40 millions de dollars pour la mise en place de cultures alter-

tivement peu important en 1990, il a pris de l'ampleur depuis lors.

La Bolivie est un pays producteur de matière

natives entre en vigueur. Dans la zone andine, l'opinion publique pense donc que les Etats-Unis viennent pour la répression et les Européens pour nous aider à trouver des cultures de remplacement.

La drogue doit devenir une cause nationale en Bolivie, comme d'ailleurs au Pérou ou en Colombie: indépendamment des décisions qui seront prises dans les pays consommateurs, nous souhaitons lutter contre la production de drogue et relever le grand défi de la mise en oeuvre de cultures alternatives. Nous proposons qu'une partie de notre dette extérieure puisse être réinvestie après négociation dans les cultures alternatives en remplacement de la feuille de coca. Nous pensons que le financement de l'investissement n'est pas seulement un problème de l'Etat, mais que l'investissement privé européen et américain doit être encouragé.

Rien ne se fera sans l'acceptation de la notion de co-responsabilité planétaire et le respect mutuel entre les différents pays.

19)- L'un des principaux instruments de la lutte contre la drogue a été le Fonds des Nations Unies (FNULAD), devenu en 1990 le Programme des Nations Unies de contrôle international des drogues (PNUCID). Les Etats-Unis ont posé comme condition à leur aide économique, pour un développement alternatif, une réduction annuelle de 7 500 hectares des plantations de cocaïers. Les paysans recevant 2 000 dollars de dédommagement pour chaque hectare "reconverti", visant ainsi à compenser la perte de revenus. (la feuille de coca se récolte quatre fois par an et l'opium peut être stocké indéfiniment). Il est clair que les projets financés pour un développement intégral, de nouvelles cultures, donnent des résultats peu pertinents.

L'Union européenne à la recherche d'une stratégie globale

NILS ÖBERG,
expert auprès
de la Commission
européenne

Le rôle de la Commission européenne, en matière de lutte contre la drogue, découle directement du traité de Maastricht, qui mentionnait en 1993, pour la première fois, le mot "drogue" dans deux articles et donnait un rôle à l'Union en la matière. Il stipule ainsi que "l'Union européenne peut entreprendre des actions pour combattre la dépendance à l'égard de la drogue" (article 129- santé) et que "la toxicomanie est un sujet d'intérêt communautaire" (article 4-14- justice - affaires intérieures). Mais le traité dit que la Commission ne peut pas proposer d'actions dans le domaine de la législation pénale ni de la coopération douanière et policière.

Le traité de Maastricht maintient les pouvoirs nationaux sur la législation. La Commission n'a donc que peu ou pas de pouvoir dans les domaines d'harmonisation, de santé et de répression. L'Union européenne finance des cultures alternatives, comme en Bolivie ou en Afrique du Nord.

La Commission a consulté les quinze Etats membres pour savoir pourquoi ces dispositions figuraient dans le traité: quinze réponses différentes ont été apportées. En réalité, il existe une différence de perception sur la politique de la drogue et de vraies différences sur ce que font dans la pratique les quinze Etats, sur les objectifs et les moyens.

Les points communs semblent cependant plus nombreux que les divergences. En 1995, une Conférence s'est tenue avec le Parlement pour inviter les Etats membres à présenter concrètement leur politique dans les domaines de la prévention, de la répression, du respect de la loi, du contrôle, de la législation pénale et de la coopération pénale. La plus grande partie du débat s'est tenue dans le groupe de travail "prévention", révélant une définition différente de la prévention par les Etats membres. C'est pourquoi nous attendons beaucoup des résultats des travaux de l'Observatoire de la drogue de Lisbonne, qui, entre autres missions, doit dégager une terminologie commune permettant d'établir des comparaisons entre les pays.

La Conférence a peu débattu de l'harmonisation des législations. Elle est en revanche arrivée assez loin en terme d'organisation juridique.

Le besoin d'harmonisation est grand sauf dans les nouvelles drogues synthétiques pour lesquelles trois systèmes existent dans l'Union européenne. Il s'agit de répondre à la question de savoir si la possession et l'usage de drogues sont ou non des crimes.

Actuellement, trois législations principales ⁽²⁰⁾ sont en vigueur:

1- en France et en Suède, il faut un délai de deux à trois ans pour que certaines substances figurent sur la liste des produits contrôlés

2- en Allemagne et aux Pays-Bas, il est possible de créer une liste d'urgence pour décider d'une interdiction provisoire

3- au Royaume-Uni et en Irlande, le système est

20) - A l'exception des Pays-Bas et à un moindre degré de la Suisse, la lutte anti-drogue consiste à tenter de limiter la consommation et le trafic grâce à un "policy-mix" où l'équilibre entre prévention et répression est plus que favorable à cette dernière. L'objectif des politiques publiques à ce sujet a pour but de ramener la consommation de drogue à un degré zéro.

“Les systèmes juridiques ont du mal à suivre le rythme de création des nouveaux produits chimiques”

très souple et rapide, mais la définition des produits contrôlés reste très large d'où des problèmes pour définir les substances interdites

En Italie, la possession est considérée comme un crime grave, et l'usage personnel différemment apprécié.

En réalité, les Etats membres n'ont pas mis à l'ordre du jour la dépénalisation et la décriminalisation. Il existe un problème réel avec les drogues synthétiques chimiques dont la production est en train de passer de l'Union européenne aux pays de l'Est. Ainsi, la production d'amphétamines est passée de la Belgique et des Pays-Bas à la Pologne. Les systèmes juridiques ont du mal à suivre le rythme de création des nouveaux produits chimiques. Les Néerlandais ont permis un grand progrès en prenant une initiative pour que chaque pays soit informé dès l'apparition d'une nouvelle substance, car l'échange rapide d'informations est une priorité pour les Etats membres.

Les pays de l'Union sont en revanche en désaccord sur le problème de la conditionnalité avec les pays tiers comme la Bolivie et le Maroc. Certains estiment que la culture alternative est un engagement à très long terme et qu'il faut offrir aux populations qui survivent dans des régions très éloignées, d'autres cultures, des investissements et des institutions pour résoudre le problème durablement. Mais les Etats membres exercent de fortes pressions dès lors qu'il s'agit de contrôler les fonds dépensés par la Commission. D'autres Etats membres préfèrent donc obtenir des résultats tout de suite et refusent des investis-

sements productifs seulement à moyen ou long terme. Ils voudraient des réponses sur le succès ou l'échec des cultures alternatives avant même que l'évaluation de l'action ait pu être réalisée. Cela constitue donc un problème important que l'Union européenne devra aborder.

La Commission travaille également sur la prévention dans le cadre d'un programme de lutte contre la dépendance. En fait, elle recherche une stratégie globale. ❖

II. Une approche pragmatique...

France

Le Forum européen pour la sécurité urbaine représente un réseau qui travaille sur près de 200 villes en Europe. A l'extérieur, on peut dire que nous sommes entrés dans une civilisation de la drogue dont nous ne sortirons que par une mesure législative, nationale ou internationale. Je prendrai deux exemples:

Dr. Michel MARCUS,
délégué général
du Forum européen
pour la sécurité
urbaine, France

Premier exemple: dans les villes européennes, existe une économie souterraine qui fait vivre beaucoup de personnes dans les quartiers difficiles. Ce phénomène mal étudié, mal connu, témoigne d'une sorte d'économie de survie. Il faudra donc mettre en place des politiques sociales vigoureuses pour compenser les pertes de revenus qu'entraînerait la fin du petit commerce de drogue.

Deuxième exemple: un sondage a été réalisé dans une école sur la perception de la drogue par des enfants de 7 ans, afin de tester la pertinence des messages à transmettre en matière de prévention. A la surprise générale, à l'exception de deux enfants, tous les écoliers connaissaient le nom des produits, la façon de les consommer, leurs dangers. Ils

évoquaient même la senteur et les odeurs propres au monde de la toxicomanie. Nos enfants vivent donc déjà, de fait, dans une culture de la drogue. Un tel constat effare les adultes.

Comment sortir de cette civilisation de la drogue, tel est donc le problème majeur. Aujourd'hui, nous sommes focalisés sur quelques produits phares, comme le haschich et l'héroïne, alors que la consommation de médicaments a bien souvent largement dépassé celle de ces produits.

En termes de volume et de quantité, les "produits vedettes" du marché changent. Mais je ne pense pas que notre pratique, nos comportements, soient adaptés à une politique de prévention de ces nouveaux produits. Une autre dérive concerne les jeunes des classes moyennes qui pratiquent la "défonce du week-end" ⁽²¹⁾ en mélangeant alcool, médicaments et drogues. Le lundi matin, ils sont à nouveau insérés au

21)- Voir tableau «Consommation de drogue en France (1995)».

CONSOMMATION DE DROGUE EN FRANCE (1995)

Consommation de drogue au cours de ...	la vie		l'année	
	(en %)	en millions d'individus	(en %)	en millions d'individus
Cannabis	15,2	7	4,4	2
Cocaine	1,1	0,5	0,1	—
Ecstasy, amphétamines	0,7	0,3	0,3	0,1
Héroïne	0,4	0,2	0	—
Toutes drogues y compris médicaments et produits licites détournés de leur usage	15,8	7	4,4	2

Source : C. CARPENTIER et J.-M. COSTES [1995], *Drogues et toxicomanies, indicateurs et tendances*. Observatoire français des drogues et des toxicomanies [1996].

travail. Que valent nos messages de prévention, notre dispositif social et éducatif, vis-à-vis de cette population?

La difficulté pour les responsables des politiques publiques est ainsi qu'ils doivent communiquer sans même avoir le temps de construire un discours, sans avoir le temps de s'adapter aux évolutions très rapides du marché et des modes culturels de prise de la drogue.

C'est au niveau des villes que doit s'organiser maintenant la politique de prévention et de lutte contre la toxicomanie, à partir d'un suivi adapté et de la mise en œuvre des dispositifs adéquats de partenariat. Les engagements budgétaires européens doivent donc s'orienter beaucoup plus vers les villes et les réseaux de villes, l'Etat conservant la responsabilité de la lutte contre le grand trafic.

Que peut l'Europe par rapport à la toxicomanie? Peut-il exister, comme ce serait souhaitable, une politique européenne commune, les législations nationales n'étant plus adaptées? Une certaine frilosité est manifeste, y compris au sein du parti socialiste français. ⁽²²⁾ Tous les gouvernements évitent d'affronter la question de la dépénalisation et c'est donc l'Europe qui peut offrir une porte de sortie efficace.

Au sein du Forum, nous avons travaillé avec une dizaine de villes en essayant de suivre les pratiques policières et judiciaires. Il en ressort, quelles que soient les législations, le constat d'une homogénéisation des pratiques professionnelles face à la drogue. C'est pourquoi il faudrait d'abord faire discuter les professionnels de terrain et ensuite modifier les législations.

L'Europe peut aussi agir sur l'offre. Les programmes sont trop limités, notamment en Amérique du sud. La petite et la grande criminalité sont toujours liées. Ainsi, pour avoir une mafia liée à la drogue dans une ville, il faut qu'elle puisse recruter chez les "petits criminels". Il convient donc d'aider aussi les villes d'Amérique du sud pour développer une politique sociale dans les quartiers les plus défavorisés.

Même s'il y a un jour légalisation, il sera toujours nécessaire de trouver un équilibre entre l'ordre public et la santé publique, donc de maintenir une étroite coopération entre le bloc répressif et le bloc préventif. ❖

Suède

**Dr. ULRIC
HERMANSSON,
Suède**

L'expérience de la Suède est celle d'une politique stricte. Dès les années 30, notre pays a adopté les premières lois sur les narcotiques interdisant la production, la fabrication, l'introduction et la vente de produits narcotiques. Selon une enquête, soixante-dix personnes utilisaient alors de la drogue.

En 1954, le Parlement étudie le problème. Une nouvelle enquête menée à Stockholm révèle l'existence de deux toxicomanes intraveineux. En 1960, le Parlement propose de contrôler la possession et la distribution de drogue. Il y a alors mille toxicomanes en Suède, et certains à cette époque luttent pour la libéralisation. En 1965, les médecins sont autorisés à prescrire les drogues légales. Quatre mille toxicomanes sont recensés cette année-là. La pratique tolérante va être stoppée en 1967, face aux abus des

22) - Guigou E., "Débat sur la dépénalisation des drogues relancé en France", Figaro, 24-IX-97.

prescriptions médicales qui avaient pour conséquence une augmentation de la consommation. Dans les années 80, les Suédois ont décidé que la toxicomanie ne pouvait pas devenir un élément de leur culture. Un point de non-retour a été atteint et, depuis 1988, la consommation de narcotics est totalement interdite.

Une étude menée auprès des autorités douanières d'un port du sud de la Suède a révélé que beaucoup de personnes, non pas des chômeurs mais des gens qui travaillent, s'occupent de la drogue parallèlement à leur activité.

Il ressort d'une évaluation réalisée à Malmö sur un programme d'échange de seringues que 20% des drogués avaient un emploi stable. Sur un autre groupe de délinquants arrêtés pour drogue, 50% avaient un emploi stable. Nous ne connaissons pas réellement l'ampleur du problème sur les lieux de travail, mais nous pouvons mesurer les conséquences en matière d'insécurité et de retard dans la production notamment.

Pour empêcher la consommation de drogue sur les lieux de travail, nous pensons qu'il faut une politique, de l'information, des tests, et un programme de réinsertion. On ne peut, en Suède, licencier pour drogue, mais on peut dire aux gens qu'ils risquent de perdre leur emploi s'ils se droguent.

Une politique anti-drogue suppose l'appui le plus large des travailleurs sociaux, des parents, des différents acteurs - comme la police, les enseignants- et une bonne coordination entre eux. Elle doit aussi intervenir à temps, car mieux vaut prévenir que guérir et agir avant que les jeunes n'aient com-

mencé à se droguer. La prévention est la formule la moins coûteuse et celle qui permet à tous les acteurs de travailler ensemble, sans concurrence mais en complémentarité.

En Suède, nous considérons les consommateurs comme la base du groupe qui soutient l'ensemble du marché. Si nous supprimons les importateurs, ils peuvent être remplacés. Mais si nous limitons l'accès du marché au consommateur, les règles du marché joueront. ❖

Suisse

**Dr. Margret RIHS,
Ministère
de la santé, Suisse**

En Suisse, nous avons commencé par affronter les problèmes par un tâtonnement quotidien, sans aucune stratégie cohérente. Notre pays était en tête des pays européens pour le nombre de décès dus à la drogue, les infections HIV, les cas de SIDA.

Nous avons donc commencé par tenter d'endiguer dans les villes les infections HIV. En 1980-85, a été mise en place une stratégie pour examiner les conditions de propagation du SIDA. La distribution de seringues a permis d'atténuer sensiblement ce problème. Ensuite, nous nous sommes attachés aux problèmes d'ordre public visibles du monde entier, comme ce parc de Zurich où s'échangeaient les seringues.

Le problème d'une "scène ouverte" ⁽²³⁾ au milieu de la ville, attirant les drogués bien sûr, mais aussi les dealers professionnels, s'est très vite posé et la population suisse s'en est émue.

Les communes ont demandé aux autorités fédérales de

23)- Chaque drogue "a son histoire". A Zurich et à Berne, les "places ou scènes ouvertes" furent créées pour permettre un meilleur encadrement sanitaire des toxicomanes tout en espérant réduire le niveau de violence associé au petit trafic des stupéfiants. Ces "expériences ouvertes" restreintes de distribution

**“Suite aux «scènes ouvertes»,
l'ensemble des mesures appliquées
a permis de réduire les maux, les maladies,
la délinquance, liés à la drogue”**

stopper l'expérience en milieu ouvert et de privilégier l'approche pragmatique anglaise, en distribuant seringues et

produits mais sans publicité.

Nous nous sommes également référés à la politique suédoise, cohérente, alliant contrôle social avec un très haut niveau d'accompagnement et de prise en charge, et au modèle hollandais admiré en Suisse.

Nous avons alors engagé une action basée sur:

d la répression, avec doublement des effectifs de police affectés à la lutte contre la drogue.

d la prévention non punitive, dont la pratique s'inspire d'expériences réalisées dans d'autres pays: nous avons ainsi quatorze mille personnes en programme méthadone.

Notre objectif est de permettre à chaque toxicomanie de trouver le traitement adapté à sa problématique. Hormis l'échec des “scènes ouvertes”, l'ensemble des mesures appliquées a permis de réduire les maux, les maladies, la délinquance, liés à la drogue. Nous avons enregistré une forte diminution des morts par overdose, et une diminution sensible de la consommation de drogues dures chez les jeunes.

Il n'existe pas de recette miracle. Chaque pays, chaque ville, doit chercher des solutions à ses propres problèmes et en fonction de sa culture. ❖

**“Chaque pays, chaque ville, doit chercher
des solutions en fonction de sa culture”**

USA

**Prof.
CRAIG REINARMAN,
Université
de Californie, USA**

Je ne pourrais pas commencer une intervention aux Etats-Unis en citant Gramsci, ⁽²⁴⁾ mais ici, entre sociaux-démocrates européens, cette citation s'impose! Gramsci disait que les vieux systèmes mouraient et que les nouveaux ne parvenaient pas à naître, et qu'entre-temps on connaissait tout un éventail de symptômes morbides.

Aux Etats-Unis, la politique de lutte contre la drogue est la plus répressive, la plus coûteuse et la plus inefficace des pays industrialisés: nous connaissons donc des symptômes morbides.

Entre 1986 et 1992, un programme de lutte contre la cocaïne a été mis en œuvre. Des ressources de plus en plus importantes ont été consacrées à la répression, et rien n'a changé, au contraire.

Au début de son mandat, Bill Clinton ⁽²⁵⁾ a essayé de réorienter cette politique, mais la guerre a continué et coûté de plus en plus cher. Clinton voulait privilégier les aspects sanitaires. Mais les conservateurs l'ont traité de déserteur, et il mène aujourd'hui la même politique inefficace et coûteuse que Reagan et Bush avant lui.

La politique du tout répressif est un échec. Prohibition et punition ne combattent pas la drogue mais en aggravent les dégâts. Tous ceux qui travaillent avec les drogués ont dû trouver d'autres approches, comme par exemple l'échange de seringues. Les politiques de santé publique, si elles peuvent être envisagées en Europe, apparaissent qua-

24)- Antonio Gramsci fut le premier secrétaire général du PCI. En 1921, les communistes léninistes créèrent le PCI: Gramsci fut le leader de ceux qui souhaitaient que ce nouveau mouvement ait comme axe politique et stratégique le contrôle ouvrier sur les entreprises.

25)- Depuis 1991, l'administration Clinton a tenté de faire quelques pas vers un rééquilibrage entre les dépenses de traitement et les dépenses en faveur de la répression. Mais sous la pression des Républicains, la stratégie de Bill Clinton a repris la droite ligne tracée par l'administration Bush: “répression renforcée de la

d production domestique de marijuana" (même si un effort est fait sur les designers drugs - drogues de synthèse-, la cocaïne et l'héroïne) et augmentation des fonds des agences spécialisées comme le DEA.

siment subversives aux Etats-Unis. Ainsi, ce n'est que très progressivement, après une grande campagne scientifique et médiatique, que le gouvernement américain a autorisé l'échange de seringues. Les travailleurs sociaux rencontrent beaucoup de difficultés. Quelques avancées médicales encourageantes sur l'utilisation de la marijuana à des fins thérapeutiques ont pu voir le jour, comme en Californie où les électeurs font la différence entre l'hystérie anti-drogue et les besoins d'ordre médical. Autre signe encourageant, cinquante juges fédéraux viennent de refuser une peine d'incarcération minimale, ce qui témoigne de la résistance judiciaire, voire policière, à une politique de plus en plus punitive. Ainsi, une nouvelle politique de prévention se met en place car l'ancienne politique, noir-cissant exagérément le tableau, ne fonctionnait pas, n'était pas entendue par les jeunes.

Par contre, aux Etats-Unis, l'"hyperactivité" des enfants est soignée avec des tranquillisants. Un écolier sur dix reçoit des médicaments type Prozac ⁽²⁶⁾, soit près de quatre millions. Le but du Prozac n'est pourtant pas de calmer l'agitation des enfants. Il semble cependant qu'une prise de conscience des effets néfastes de l'administration abusive de tranquillisants aux enfants commence à se manifester.

Les problèmes de drogue ne se limitent pas aux stupéfiants. Les problèmes les plus graves touchent les populations les plus défavorisées, notamment les gens de couleur. D'où la nécessité d'insister sur la politique sociale.

A cet égard, il y a une fracture dans la politique prohibitive mondiale: en Europe, il faut développer des mesures

sociales, cruciales dans la lutte contre la drogue. La remise en cause de l'Etat-providence menace toute une partie de la population, entraînant désespoir et drogue. Ce processus est exactement celui qui se déroule aux Etats-Unis.

Le problème de la criminalité exige également la prise en compte de la prohibition. Aux Etats-Unis, le lien entre toxicomanie et délinquance est très mal compris. On ne devient pas délinquant parce que l'on consomme de la drogue, même s'il existe une délinquance liée à la drogue. On ne devient pas criminel parce que l'on consomme de la drogue, même si la délinquance liée à la drogue ⁽²⁷⁾ et la criminalité des rues sapent notre système démocratique.

Si des personnes ont des prescriptions médicales leur permettant d'accéder à leur drogue, la délinquance diminuera de manière draconienne.

Trop de malentendus interfèrent dans les débats sur la drogue. Le problème doit être replacé dans tout un contexte de problèmes sociaux. On ne comprend pas la drogue si on ne comprend pas l'injustice sociale, l'inégalité économique, l'exclusion, la marginalisation. Si nous n'établissons pas ces distinctions, nous ne pourrons pas progresser. ❖

"On ne comprend pas la drogue si on ne comprend pas l'injustice sociale, l'inégalité économique, l'exclusion, la marginalisation"

27)- La difficile relation drogue/délinquance est due à la contrainte rencontrée par les toxicomanes de mobiliser d'importantes ressources financières pour se procurer de la drogue. Peu de solutions s'offrent à ces usagers défavorisés pour financer leur consommation. Dit autrement, la caractéristique du consommateur défavorisé est de repousser la contrainte budgétaire par le délit. Ce comportement diffère notablement du consommateur "classique" qui peut respecter la contrainte financière.

26)- Le Prozac est un antidépresseur largement utilisé en France

Allemagne

**LORENZ
BOLLINGER,
Université
de Bremen,
Allemagne**

Nous vivons une période transitoire: nous sommes passés de l'abstinence et de l'interdiction à l'acceptation. Pour diminuer les risques et les fléaux, il n'y a pas de différence entre les deux paradigmes, si ce n'est une différence d'optique.

En Allemagne, la position officielle reste l'interdiction, à savoir la prévention comme moyen de réaliser l'objectif de l'abstinence. C'est donc un système qui s'apparente à la pratique de la carotte et du bâton. Ce système dual répression-prévention débouche sur une certaine dialectique de renforcement des deux systèmes.

De nombreuses institutions vivent de la prévention. La lutte d'influence sur les mentalités s'est soldée par un véritable échec. Quant au système des traitements pilotes, il est également critiqué. La police en profite: du fait qu'elle dispose pour ce faire de davantage de crédits et de moyens humains, des intérêts totalement étrangers à l'objectif entrent en jeu.

Après analyse, une nouvelle stratégie a été mise au point en Allemagne, celle de l'acceptation: ⁽²⁸⁾ il s'agit, comme pour l'alcool, d'accepter en évitant l'abus.

La méthadone a été prescrite dès 1979 par les médecins. L'Ordre des médecins s'y opposait alors que les tribunaux l'acceptaient. Avec le développement du SIDA, on a eu de plus en plus recours à la méthadone et à la codéine pour réduire les effets nocifs. En dépit des résis-

tances des médecins, le programme s'est développé, avec un mode d'emploi. Le système était assez efficace, avec une pratique très pragmatique de la part des individus comme des associations. ⁽²⁹⁾

“Francfort a suivi l'exemple suisse en proposant aux drogués des pièces propres, hygiéniques, avec des infirmiers...”

Ensuite a été mis en place le système d'échange de seringues, légalisé depuis 1992 dans les prisons comme dans les centres de détention. Durant cette période transitoire, un échange d'expérience entre les villes s'est organisé, à partir de ce qui se faisait en Suisse et aux Pays-Bas. Des études scientifiques ont démontré l'efficacité de ces actions.

L'étape suivante a consisté à proposer aux drogués des pièces propres, hygiéniques, avec des infirmiers. Francfort a suivi en cela l'exemple suisse. Il s'agit de salles où l'on peut se piquer “proprement”, dans de bonnes conditions sanitaires. Après de longues discussions à Francfort entre institutionnels, associations, ONG, l'idée de ces salles de santé a été acceptée, et aujourd'hui il est admis que c'est une bonne idée, suivie depuis à Hambourg et Hanovre. Ces salles sont mises à disposition de manière légale.

La dernière phase qui vient d'être lancée reprend un système existant aux Pays-Bas. Il s'agit d'accepter les essais de stupéfiants pour minimiser les risques. L'expérience a commencé à Hanovre et Hambourg. Comme pour les salles de santé, après les réticences et les polémiques, la légalisation

“Après les réticences et les polémiques, la légalisation interviendra”

29) - En 1997, dans le cadre des cures de sevrage, l'Allemagne propose ces programmes à plus de 8 000 personnes.

28) - L'Allemagne ne connaît aucune forme de répression de la consommation de stupéfiants. Toutefois, la possession et le trafic de drogues sont sévèrement punis. Les peines encourues peuvent atteindre quatre ans pour la possession et quinze ans pour le trafic. Díaz M., Afework M-E., La drogue, Hachette, 1995.

interviendra. Les substances contenues dans l'héroïne sont testées, analysées, pour éviter les décès dus aux produits toxiques contenus dans certaines héroïnes: si une héroïne très toxique arrive sur le marché, la police informe les toxicomanes et leur demande d'apporter leur drogue pour que la composition en soit vérifiée et éviter ainsi les morts par overdose. C'est une bonne idée.

A Francfort, la municipalité donne de l'héroïne à certains toxicomanes. Cela est actuellement en débat devant la Cour Suprême. A Hambourg, des scientifiques examinent les substances et la vente de cannabis en pharmacie est envisagée. La majorité des Allemands y est favorable mais le ministre fédéral, totalement hostile, en appelle aux Nations-Unies.

Dans le domaine de la drogue, rien n'est clair et net, mais, si les mentalités changent, les politiques évolueront.

Depuis deux décennies, le chanvre ne peut plus être produit en Allemagne. Mais je pense que le chanvre médical va être légalisé. La question du cannabis semble réglée, nous nous penchons donc sur les autres drogues, extasy, MDA notamment. De plus en plus d'études démontrent qu'il n'est pas dangereux d'en prendre un peu. Ce sont l'abus et l'excès qui créent la toxicomanie. Aussi, des scientifiques, des juges, des juristes, demandent de plus en plus nombreux la légalisation de ces drogues.

La police elle-même, constatant l'inefficacité des politiques actuelles, demande la légalisation des drogues illécitales.

Il apparaît donc bien qu'il faut changer de politique. L'Allemagne s'oriente vers l'acceptation en réinterprétant la législation. Toutes sortes de changements peuvent donc s'opérer sans changer la loi, et il est regrettable que des pays comme la France et la Suède renforcent la politique de répression alors que celle-ci échoue. Cela n'est pas une bonne chose pour l'Europe. ❖

III. Une approche scientifique...

La coca et la cocaïne : les possibilités de contrôle

Prof. ANTHONY HENNMAN,
Directeur
“Drug Reform”,
Monmouth,
Grande-Bretagne

Il existe une inégalité de rapports entre pays du Nord et du Sud. Les campagnes anti-coca ont été initiées dans les années 30-40 alors même que la cocaïne comme produit dérivé n’existait pratiquement pas sur le marché mondial illicite. Malgré cette absence de menace, une grande campagne contre l’usage de la feuille de coca a commencé en Bolivie et au Pérou. La Convention unique de 1961⁽³⁰⁾ a évoqué l’élimination totale de l’usage traditionnel de la feuille de coca en vingt-cinq ans. Ces vingt-cinq ans sont passés, l’usage persiste, même si la Convention de Vienne en 1988 a rappelé cet objectif.

Quels sont en réalité les usages que l’on veut éliminer? Les usagers de la coca sont-ils une espèce particulière de l’humanité qui mérite d’être éliminée de la surface de la terre? Des arguments “historiques” voudraient cantonner

l’usage de la feuille de coca entre le Nord du Pérou et le centre de la Bolivie, c’est-à-dire sur les hauts plateaux andins: en réalité, dans plusieurs régions de Colombie, de l’Amazonie brésilienne, du Chili ou de l’Argentine, la feuille de coca a aussi été utilisée de manière traditionnelle.

Les objectifs des Conventions précitées sont impossibles à réaliser car ils reposent sur une sorte d’apartheid aux bases ethnologiques peu fiables.

J’expliquerais un tel apartheid par la non-compréhension des différentes pharmacologies associées à la coca sous toutes ses formes. Le président Zamora avait demandé à l’OMS de refaire ses études afin d’exclure la feuille de coca des Conventions. Car si la feuille de coca contient de la cocaïne, elle n’en a pas les effets. Les concentrations de cocaïne dans le sang sont très différentes si l’on consomme de la feuille de coca, qui produit un effet de plateau, ou du crack, qui produit un effet de pics répétés.

Une large gamme de pharmacologie est possible à partir de la feuille de coca. Sous forme de tisane, l’absorption de cocaïne reste très faible. La coca, au contraire du cannabis et des opiacés⁽³¹⁾, offre une occasion unique d’intervenir de façon positive, en faisant en sorte que l’usager recherche la forme la moins nuisible.

L’objectif ne peut être l’arrêt de toute consommation. Trois aspects sont fondamentaux: l’aspect pharmacologique, l’aspect culturel et social, l’aspect éthique -qui procède de l’exemple de bon usage donné par des sociétés parvenant à maîtriser la consommation d’une substance, soit tout le contraire de l’interdit et de la prohibition.

30)- Le 30 mars 1961, 77 délégations signent, à New York, la Convention unique sur les stupéfiants, fondement du droit positif international. Cette convention marque le passage d’un objectif politique qui se traduit par une répression croissante.

31)- Opiacé, participe passé du verbe opiacer (assaisonner d’opium) : se dit de toutes substances renfermant de l’opium.

Cette forme d'auto-contrôle de cultures traditionnelles qualifiées à tort de primitives devrait nous servir d'exemple. Ces "primitifs" sont beaucoup plus intelligents que nous, aussi pourquoi demander la disparition de ces usages ancestraux? S'agit-il de déstabiliser politiquement ces populations, de renforcer le monopole économique des Etats-Unis? La guerre menée contre la drogue en Amérique Latine revêt assurément une certaine fonctionnalité. Je pense qu'il s'agit surtout d'éliminer ce mauvais exemple d'une consommation de drogue socialement maîtrisée et d'imposer partout notre modèle, notre interprétation de la toxicomanie. L'élimination de la consommation traditionnelle de la feuille de coca traduit bien la volonté d'imposer au monde nos choix historiques occidentaux.

Le refus d'écouter le message traditionnel ne fera qu'aggraver nos contradictions, symbolisées ces dernières années par l'apparition du crack. Avec un marché illégal, apparaît toujours un produit plus concentré et plus dangereux.

Un processus de domestication de la coca et de la cocaïne sous toutes ses formes est de toute façon inexorable. Nous reconnaitrons tôt ou tard les vertus d'une plante médicinale, considérée dans ses terres d'origine comme une plante bénéfique, et qui constitue une des plus importantes contributions des civilisations amérindiennes.

Du fait de la mondialisation du marché de la drogue, la

distinction entre pays producteurs et pays consommateurs est de moins en moins vraie.

"Le processus de domestication de la coca et de la cocaïne sous toutes ses formes est de toute façon inexorable"

Les pays en voie de développement rencontrent des difficultés croissantes avec la drogue. Le Pakistan ⁽³²⁾ utilise de l'héroïne injectable, de même que le Népal et d'autres pays. Quant aux pays occidentaux, ils fournissent de la drogue au reste du monde, notamment des produits chimiques.

S'agissant de l'héroïne et des opiacés, il faut des législations adaptées. L'héroïne, qui est la drogue la plus dangereuse en raison des conditions d'injection, est un produit industriel qui nécessite des investissements et des produits chimiques, sans oublier l'organisation criminelle chargée de sa diffusion. Les profits nécessaires aux investissements sont obtenus grâce à la loi anti-opium. Nous avons ainsi d'un côté la situation juridique qui tente désespérément de se maintenir à flots, de l'autre la mafia qui agit en sens inverse.

D'un point de vue juridique, l'héroïne est le diable personnifié, mais cette diabolisation repose sur des connaissances insuffisantes car en réalité, l'héroïne en tant que telle n'est pas active dans l'organisme, elle se métabolise. Il est donc possible de produire cette substance métabolisée et de l'administrer. Dix minutes après l'injection, on ne retrouve plus la moindre trace d'héroïne dans le sang, mais les métabolites de la substance se retrouvent à un niveau extrêmement élevé.

Une politique globale devrait tendre à réduire au maximum les dégâts de la drogue et à prévenir autant que possible la consommation. Les dégâts existent aussi pour le système économique, contaminé par l'argent sale et le développement de la corruption. Seules les organisations criminelles tirent profit de la situation actuelle.

32)- Le Pakistan a joué un rôle clé dans la production et l'exportation d'héroïne destinée à l'Europe dès le début de la Guerre en Afghanistan. Les Etats-Unis ont chargé les services secrets de l'armée pakistanaise, l'ISI (Inter Services Intelligence), de la livraison de l'aide militaire aux moudjahidins afghans. L'ISI a profité de ce rôle pour installer son contrôle sur le trafic de la drogue. Selon les économistes, le narcotraffic pakistanais représenterait de deux à quatre milliards de dollars annuellement, permettant ainsi de financer des actions de destabilisations, en Inde, en soutenant les forces sikhs et cachemiris.

“La prévention est une bonne solution mais elle implique une véritable politique sociale”

à tous les niveaux, y compris chez les scientifiques ou les policiers. La prévention est à cet égard une bonne réponse. Elle implique une véritable politique sociale. ❖

Si l'on recherche des solutions, je pense que l'élément central est la réduction des bénéfices réalisés

Le cannabis : un examen de décriminalisation et de légalisation contrôlée

**Prof. LYNN
ZIMMER,
Queens College,
New-York,
USA**

Le cannabis existe aux Etats-Unis depuis environ cent ans. C'est donc une nouvelle drogue. Or, il est très difficile pour une civilisation de faire face à l'apparition d'une nouvelle drogue.

Depuis trois cents ou quatre cents ans ⁽³³⁾, les drogues sont apparues par l'échange de produits dans les cultures occidentales. Parmi les produits échangés lors de l'exploration du monde, figuraient bien évidemment les drogues. Après adaptation, les sociétés sont en mesure de mettre en œuvre des contrôles sociaux des drogues, comme pour la caféine, l'alcool, la nicotine.

Le cannabis est entré aux Etats-Unis au début du siècle, par la frontière sud, Mexique et Caraïbes. Consommé à

l'époque essentiellement par les travailleurs mexicains, il a ensuite gagné le nord des USA. Au départ, il était surtout consommé par des sujets

“déviant”. C'est ainsi que la marijuana, parce qu'elle était utilisée par les classes les plus dangereuses pour l'ordre établi, a été considérée comme illicite, sans qu'aucune étude scientifique ne soit conduite. Des rumeurs ont alors circulé sur cette drogue non seulement aux Etats-Unis, mais au Canada, puis dans le monde entier: elle était censée rendre fou dangereux; la rumeur courait que l'on forçait de jeunes blancs à consommer cette drogue, et que s'ils en consommaient, ils deviendraient fous et massacraient leurs familles; elle était accusée de provoquer chez les femmes des comportements sexuels débridés. C'est ainsi que la législation américaine est devenue de plus en plus dure, sans remise en cause de ces rumeurs.

“Parce qu'elle était utilisée par les classes les plus dangereuses pour l'ordre établi, la marijuana a été considérée comme illicite, sans qu'aucune étude scientifique ne soit conduite”

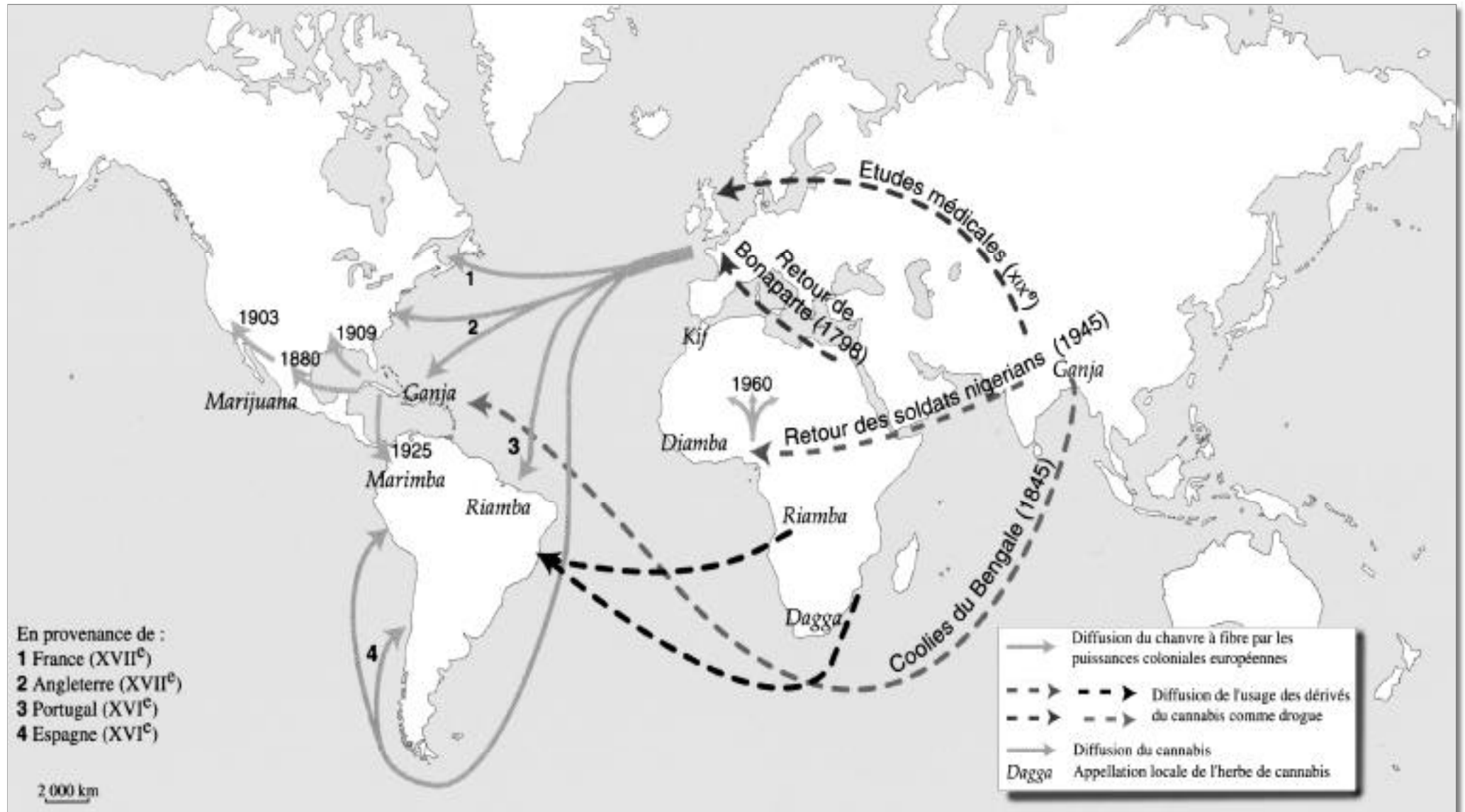
Au début des années 50, aux Etats-Unis, les mêmes sanctions, pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à vie, étaient encourues pour le cannabis, fût-ce pour la possession d'une quantité minimale, que pour l'héroïne ou la cocaïne. En fait, on considérait que c'étaient les classes potentiellement dangereuses qui consommaient cette drogue.

Des évolutions sont apparues dans les années 60, quand de plus en plus d'enfants ces classes moyennes se sont mis à consommer ouvertement du cannabis. La législation ultra-répressive qui paraissait fondée à l'encontre des gens de couleurs n'est plus apparue juste. Un sénateur améri-

33)- Voir la carte sur «La diffusion du chanvre à fibre et du cannabis du XVI^e au XIX^e siècle».

LA DIFFUSION DU CHANVRE À FIBRE ET

DU CANNABIS DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE



ATLAS mondial de la drogue, PUF, 1997.

“Je pense que nous devons cesser d’incarcérer les détenteurs et les consommateurs de cannabis et apprendre à vivre avec cette drogue, sauf à créer des catégories de délinquants”

de cannabis. Dans les années 70, un certain nombre d’Etats ont levé les sanctions et les Etats-Unis ont semblé évoluer vers une normalisation de la situation. Une commission nationale mise en place par Nixon a préconisé la dépénalisation du cannabis, car la légalisation ne pouvait plus être mise en oeuvre, compte tenu du nombre de consommateurs. Les Etats-Unis sont ainsi passés de sanctions strictes à une attitude beaucoup plus permissive. Des évolutions convergentes se sont produites aux Pays-Bas, en Australie, en Angleterre.

34)- La probabilité d’être arrêté aux Etats-Unis peut être calculée en comparant le nombre des arrestations et celui des consommateurs. Près de 15 millions d’Américains consomment de la marijuana (estimation 1995 de Reuter P.) mais seulement 2% d’entre eux, risquent une arrestation pour possession de marijuana. Kopp P., *L’économie de la Drogue, La Découverte*, 1997.

Dans les années 80, les USA ont lancé une nouvelle guerre contre la drogue. En 1995, cinq cent mille personnes ont été arrêtées pour détention de cannabis, et certaines incarcérées. (34) Des contrôles par test ont été effectués sur les lieux de travail, pouvant aller jusqu’au licenciement du travailleur convaincu de consommation. La situation est donc beaucoup plus grave aujourd’hui que dans les années 70.

Malgré cette guerre, la consommation de cannabis augmente. Lancer une guerre contre le cannabis revient à s’aliéner une partie importante de la population, qui n’est pas convaincue de la dangerosité de cette drogue.

Une politique de prévention a été définie. Tous les jours, des messages télévisés décrivent les horreurs causées par le cannabis. Mais les jeunes ne croient pas à ces messages.

caïn dont le fils avait été arrêté pour possession de marijuana a déposé une proposition de loi visant à supprimer toute sanction pour les détenteurs

Nous devons pourtant les alerter sur les dangers du cannabis, mais sans les exclure de leur école, de leur travail, ni les pousser dans la marginalisation. Je pense que nous devons donc cesser d’incarcérer les détenteurs et les consommateurs de cannabis et apprendre à vivre avec cette drogue, sauf à créer des catégories de délinquants et à accroître encore la révolte des jeunes. Nous devrions donc prendre exemple sur les Néerlandais ou les Espagnols, c’est la seule voie possible. ❖

Les drogues synthétiques: perspectives de contrôle

**Dr JOHN P. MORGAN,
CUNY
Medical School,
New-York,
USA**

En tant que pharmacologiste, j’ai tout au long de ma carrière étudié l’impact des drogues sur les êtres humains, qu’il s’agisse de l’alcool, du tabac, de l’héroïne, de la cocaïne. Je ne pense pas comme les autres, et je risque de vous surprendre en disant un certain nombre de vérités sur l’interaction homme-drogue.

Je m’exprime comme citoyen scientifique. Nos législations ne sont jamais fondées sur une idée complète de la réalité des dangers des drogues. On a légiféré sans rien connaître des effets du cannabis sur l’homme.

Les produits chimiques absorbés pour le plaisir sont relativement peu toxiques pour les tissus humains. Si une sub-

stance donne du plaisir à petite dose, elle agit rapidement sur le cerveau sans entraîner de changement de comportement. Les dommages à long terme sont très peu courants.

La toxicité peut avoir des effets sur les tissus à doses massives. C'est la dose qui fait de la substance un poison. Des dommages peuvent également intervenir en cas de mauvaise administration du produit ou si la substance consommée est polluée.

La substance la plus dangereuse est l'alcool éthylique. Des doses massives abîment les tissus et les cellules. Or, pour avoir des effets, il faut en consommer souvent, et on peut en consommer à des doses impressionnantes, donc c'est dangereux.

Les produits très puissants comme le LSD ⁽³⁵⁾ n'abîment pas les tissus humains. Il n'y a pas de toxicité à long terme si les doses sont minimales.

Le tabac est par contre une substance très dangereuse : 1% ou 2% des fumeurs auront un cancer du poumon. La nicotine est une substance très dangereuse -elle est utilisée comme pesticide dans les jardins. Mais à faible dose, elle n'est pas dangereuse. Ce n'est pas la nicotine qui donne le cancer, mais les hydrocarbures qu'elle contient.

Quant aux substances qui font le plus peur, comme l'héroïne, la morphine, les amphétamines, elles ne présentent pas de danger à long terme pour les cellules humaines si elles sont absorbées à faible dose.

Des personnes ont pris des amphétamines pendant 30

ans quotidiennement, à faible dosage et sous surveillance: nous n'avons aucune preuve que les cellules de leur cerveau aient été endommagées.

“ En matière de toxicomanie, il faut cerner les causes sociales”

Avec des opiacés, des tranquillisants ou des somnifères, les gens peuvent sombrer dans le sommeil, ou le coma, voire mourir, tout dépend de la dose. Les individus peuvent mourir s'ils ne connaissent pas la dose d'héroïne à prendre, mais s'ils en prennent une dose régulière et faible, ils peuvent le faire toute leur vie.

En matière de toxicomanie, il faut cerner les causes sociales. ⁽³⁶⁾

Prises pendant longtemps, des substances comme les opiacés, l'alcool, entraînent des dépendances. Les amphétamines ou la cocaïne n'entraînent pas de dépendance et ne posent donc pas de problème de sevrage.

Pour certains individus, le niveau d'acceptation du produit est très faible. Cependant, certains vont sacrifier à la drogue leur mariage ou leur vie sexuelle; mais en général, la plupart des consommateurs de drogues ne sont pas toxicomanes. Le risque de toxicomanie vient bien sûr de la prise d'une substance, mais ce n'est pas la drogue qui crée le toxicomane. Dire le contraire revient à affirmer que c'est la faute de l'eau si quelqu'un se noie. Il n'est donc pas approprié de marginaliser ceux qui prennent de la drogue, et peu importe la drogue. La drogue devient en fait un bouc émissaire pour faire oublier le contexte social et psychologique.

36)- “Le problème des drogues, ce n'est pas le problème des drogues c'est l'héroïne. Le problème de l'héroïne, ce n'est pas le problème de l'héroïne c'est l'abus d'héroïne. Le problème de l'abus d'héroïne, ce n'est pas le problème de l'abus d'héroïne c'est l'abus d'héroïne par les pauvres.”
entretien avec M. Koutouzis, 7 janvier 1998 à l'Observatoire géopolitique des drogues.

35)- Le LSD (acide lysergique diéthylamide), drogue synthétique, a été découvert par un chercheur suisse des laboratoires Sandoz, M. Hofmann. Sa composition chimique est identique à celle d'un champignon parasite du seigle: l'ergot.

“Ce n’est pas la drogue qui crée le toxicomane. La drogue devient un bouc émissaire pour faire oublier le contexte social et psychologique”

Les psychotropes peuvent être consommés sans problème par la plupart des utilisateurs, mais peuvent aussi être

mal utilisés. Depuis une centaine d’années, les chimistes de l’industrie pharmaceutique ont cherché à mieux soigner les maladies et presque tous les psychotropes sont venus de ces recherches pour améliorer les traitements médicaux. Il n’existe pas d’alchimistes qui font des produits synthétiques, c’est un mythe. Les substances utilisées par les êtres humains, quand elles ne viennent pas des plantes, viennent de la pharmacie. La seule solution pour stopper l’apparition de nouveaux produits synthétiques serait de dire aux pharmaciens: “ne cherchez plus à stopper les maladies”. Ainsi, on serait sûr de ne plus produire de nouveaux médicaments potentiellement dangereux.

En réalité, seulement deux produits chimiques synthétiques sont utilisés en Europe: les amphétamines. ⁽³⁷⁾ En Europe, on fabrique du sulfate d’amphétamine; aux USA, les amphétamines illicites sont sous forme d’hydrochlorure: elles se fument, se sniffent ou s’avalent. Depuis que la fabrication d’amphétamines par les industriels est plus que strictement contrôlée, la contrebande est apparue.

L’autre est le MDMA (ou MDA), un produit utilisé à des fins thérapeutiques dont le brevet a été déposé en 1914. Au départ, il s’agissait d’un inhibiteur d’appétit; les effets n’étant pas excellents, le produit a été mis dans un tiroir. Dans les années 70, de grandes quantités ont été fabriquées, ce produit n’étant pas très difficile à synthétiser. Actuellement, le MDMA est un produit très populaire

auprès des jeunes, dans les soirées “rave” par exemple, en Europe comme en Amérique du Nord. L’extasy aide les gens à danser pendant des heures.

Les autorités tentent de lutter contre l’extension de l’extasy. Le résultat ne s’est pas fait attendre: le produit est devenu moins pur parce qu’on procède à des synthèses et certains produits sont devenus très dangereux, plus dangereux que le MDMA.

Réduire les effets néfastes, c’est donner de l’eau aux danseurs, les informer que le seul risque réellement encouru est la déshydratation. Les limitations de la fabrication ont fait apparaître une extasy à base d’éphédrine qui a eu des effets négatifs.

Les drogues synthétiques sont de mieux en mieux maîtrisées au niveau des précurseurs, et il n’y a pas eu d’explosion de ces drogues sur le marché. On en est resté aux produits du début du siècle. Mais il convient de rester prudent, car dans un contexte de prohibition, des individus peuvent se mettre à synthétiser des produits très dangereux: quelques décès récents aux USA le prouvent. Si les synthèses illégales ne sont pas courantes, elles peuvent se produire, surtout dans un contexte de prohibition. ❖

37)-L’amphétamine et les dérivés amphétaminiques, produits synthétiques, stimulent ou excitent le système nerveux central. Ces produits, utilisés en médecine, sont classés comme stupéfiants.



Pour aller plus loin

LIVRES

**Cattacin S., Lucas B.,
Vetter S.,**

- *Modèles de politique en matière de drogue,* l'Harmattan, Paris, 1996.

Cesoni M. L.,

- *Usage de stupéfiants,* Georg, Genève, 1996.

Decouriere A.,

- *Les drogues dans l'Union européenne. Le droit en question?* Bruylat, Bruxelles, 1996.

Diaz P. Afeworrk M-E.,

- *La drogue,* Hachette, Paris, 1995.

Kopp P.,

- *L'économie de la drogue,* Découverte, Paris, 1997.

Observatoire géopolitique des drogues,

- *Atlas mondial des drogues,* PUF, 1997.

Sacy A. de,

- *L'Economie de la Birmanie : une dépendance à la drogue,* Vuibert, Paris, 1997.

REVUES, PRESSES...

Guigou E.,

- "Débat sur la dépénalisation des drogues relancé en France", Figaro (Le), 24 septembre 1997.

Grimal J-C.,

- *L'économie mondiale de la drogue,* Le Monde Editions, Paris, 1993.

Kopp, P.

- "Politiques publiques. La répression du trafic de drogue est-elle illégale ?", Futuribles, n° 185, mars 1994.

Labrousse A.

- "Géopolitique de la drogue. Les contradictions des politiques de guerre à la drogue", Futuribles, n° 185, mars 1994.

La Dépêche internationale des drogues, lettre "confidentielle", dirigée par Labrousse A.

et publiée chaque mois par l'Observatoire Géopolitique des Drogues.

Monde (Le) - Dossiers et Documents,

- *L'économie de la Drogue,* janv. 1996.

Notes bleues de Bercy,

- *Lutte contre le trafic des stupéfiants et le blanchiment de capitaux,* Paris, nov. 1996.

Nadelman E.,

- "Common sense drug policies", Foreign Affairs, Vol. 77, n° 1, 1998.

Nadelman E.,

- "Pour un droit d'usage contrôlé", Futuribles, n° 185, mars 1994.

Reuter P.,

- "Assessing the Legalization Debate", in Estivenard G (éd), *Policies and Strategies to Combat Drug in Europe,* Amsterdam, 1995.

Rapport Henrion

- *Rapport de la Commission de réflexion sur la drogue et la toxicomanie,* févr. 1995.



Sommaire

Présentation

Exposé introductif 4

*Pierre Mauroy, président de l'Internationale Socialiste,
président de la Fondation Jean-Jaurès*

I. UNE APPROCHE POLITIQUE...

Repenser la stratégie internationale 7

Raymond Kendall, secrétaire général, INTERPOL

Une politique du tout répressif ou de contrôle? 11

*Ethan Nadelmann, directeur du Lindesmith Center,
New-York, USA*

L'Etat-nation et l'économie de la drogue 17

*José Thiago Cintra, professeur au Colegio de Mexico,
Mexique*

De l'importance très relative du trafic de drogue pour les Etats 23

*Koutouzis, chercheur, expert auprès de l'Observatoire
géopolitique des drogues, France*

De la nécessité de relativiser l'importance réelle du problème de la drogue 27

*Peter Cohen, professeur à l'Université d'Amsterdam,
Pays-Bas*

De la "guerre blanche" et des moyens d'en sortir 30

Jaime Paz Zamora, ancien Président de la Bolivie

L'Union européenne à la recherche d'une stratégie globale 34

Nils Öberg, expert auprès de la Commission européenne

II. UNE APPROCHE PRAGMATIQUE...

France : 38

*Michel Marcus, docteur, délégué général
du Forum européen pour la sécurité urbaine, France*

Suède : 41

*Ulric Hermansson, docteur, professeur à l'Université
de Stockholm, Suède*

Suisse : 43

*Margret Rihs, docteur, chargé de mission auprès
du Ministère de la santé, Suisse*

Etats-Unis : 45

*Craig Reinerman, professeur à l'Université
de Californie*

Allemagne : 48

*Lorenz Bollinger, professeur à l'Université
de Bremen, Allemagne*

III. UNE APPROCHE SCIENTIFIQUE...

**La coca et la cocaïne:
les possibilités de contrôle** 52

*Anthony Henmann, professeur, directeur "Drug Reform",
Monmouth, Grande-Bretagne*

**Le cannabis : un examen
de décriminalisation
et de légalisation contrôlée** 56

*Lynn Zimmer, professeur au Queens College
de New-York, USA*

**Les drogues synthétiques :
perspectives de contrôle** 61

*John P. Morgan, docteur au CUNY
Medical School de New-York, USA*

Table ronde internationale:

L'avenir de l'Etat-providence

Mars 1994

Les médias et la politique

Avril 1995

Les fondamentalismes

à l'aube du XXI^{ème} siècle

Avril 1996

La drogue

Avril 1997

Avril 1998
L'insécurité urbaine

